Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 18 AVRIL 1979 - N° 897 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Editorial

Nous avions fixé à 5 millions l'objectif indispensable à atteindre pour passer à 12 pages le mercredi. Cette somme est maintenant réunie, voici le premier douze pages. Soulignons une fois encore avec force la part prise par les lecteurs du *Quotidien* dans ce nouveau pas en avant. Chaque succès remporté, chaque avancée réalisée n'a pu l'être en fin de compte que par la mobilisation des camarades, de tous les lecteurs. A commencer par l'existence depuis plus de trois ans de notre journal.

Que sera ce numéro de 12 pages le mercredi ? Nous avons voulu l'orienter vers ce qui fait la spécificité du *Quotidien du Peuple* : les luttes ouvrières. Chaque semaine, en plus des rubriques habituelles, les lecteurs disposeront le mercredi d'un journal centré sur les luttes ouvrières. Bilan d'une lutte importante, entretien avec des travailleurs en grève, interview de syndicalistes, reportages, rubrique syndicale..., trouveront leur place de manière privilégiée dans ce numéro du mercredi. Nous nous efforcerons de traiter plus en détail telle lutte significative ou de revenir sur telle question importante de la semaine. Par exemple, nous commençons cette semaine avec la sidérurgie.

Une nouvelle rubrique est ouverte dans le *Quotidien*, elle aura sa place également dans l'édition du mercredi, c'est la rubrique «régions».

Des reportages seront faits dans les différentes régions de France. Ils essaieront de montrer leur spécificité, leur histoire, les traditions ouvrières et populaires qui y existent, les problèmes qui s'y posent.

Le journal de fin de semaine est maintenant bien lancé. Bien sûr, il faut continuer les efforts pour son amélioration, mais il constitue un acquis indéniable, il répond à l'objectif qui lui avait été fixé. De nombreux lecteurs nous ont écrit pour nous le dire. Avec le lancement aujourd'hui du 12 pages le mercredi, nous passons à la deuxième étape du projet d'ensemble des 60 pages hebdomadaires que nous voulons pour *Le Quotidien du Peuple*.

Pour mener à bien cette deuxième étape, pour faire du journal du mercredi un bon journal centré sur les luttes ouvrières, comme toujours, nous sollicitons les lecteurs du *Quotidien*. D'abord pour sa confection. Envoyez-nous des correspondances encore plus nombreuses, faites-nous part de vos idées, de vos projets, de vos besoins, de vos critiques et suggestions. Dans vos usines, dans vos syndicats, dans vos luttes quotidiennes, vous êtes confrontés à des problèmes, vous rencontrez des interrogations, vous débattez de nombreuses questions avec les travailleurs ; parlez-en au *Quotidien du Peuple*, écrivez-nous, téléphonez-nous. C'est cela qui fait la vie de notre journal, c'est sa raison d'être.

Pour continuer la parution d'un bon journal, il faut lui assurer les moyens de son existence. L'équilibre financier du *Quotidien du Peuple* est toujours précaire. Tout peut toujours être remis en question. Pour ne pas se retrouver confrontés à une situation difficile, l'effort financier ne doit pas être relâché. Nous avions fixé la barre à 5 millions pour lancer le 12 pages du mercredi et 5 autres millions pour assurer son équilibre. Il serait donc tout à fait dangereux de s'en tenir au premier succès sans voir l'ensemble des moyens nécessaires pour gagner la deuxième étape.

Camarades et amis, le 12 pages spécial luttes du mercredi est maintenant lancé. De notre côté, nous allons tout mettre en œuvre pour en faire le bon journal que vous attendez. En définitive, le succès de cette nouvelle bataille dépend de vous, de la part que vous y prendrez.

Gérard Privat

Pour faire céder Usinor et Sacilor

S'en prendre à la production

Bloquer la production, c'est bien ce qu'il faut faire mais pas seulement une journée !

Déjà à Denain, plusieurs secteurs sont décidés à prolonger la journée du 18

Dunkerque, Mardyck, Fos : menaces d'intervention policière contre les grévistes

Voir notre dossier en pages 6 et 7 : Sidérurgie : quelle lutte maintenant ? Solmer (Fos) en page 3

IRAN

Manifestation de soutien à Taleghani

Dimanche, à Téhéran, des milliers de manifestants ont protesté contre l'arrestation de deux fils de l'Ayatollah Taleghani. L'arrestation, qui aurait été opérée par des comités Khomeiny, prend d'autant plus d'importance qu'elle vise des «Moudjahidin du peuple» et que leur père Taleghani, considéré comme le chef de file de l'aile progressiste et démocratique du mouvement religieux, jouit d'un très grand prestige, du fait de sa longue lutte contre le Shah qui le fit arrêter et torturer plusieurs fois. Par ailleurs, le ministre des Affaires Etrangères et dirigeant du «Front national», Karim Sandjabi, a présenté dimanche sa démission. Ces événements interviennent alors que les manifestations de chômeurs se sont multipliées au cours de la semaine dernière.

Lire en page 11

Dans ce numéro, notre rubrique sur les régions.

Aujourd'hui :

NANTES LA ROUGE

Lire en page 8

INFORMATIONS GENERALES

NUCLEAIRE : QUAND LES «INCREDULES» JOUENT AVEC LA SECURITE...

L'accident de la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island, il y a près de trois semaines, n'a apparemment pas fini de défrayer la chronique. La NRC (commission américaine de l'énergie nucléaire) vient de remettre un rapport de 800 pages pour les commissions d'enquête : la «minute» des réunions des experts sur les lieux de l'accident. Par ailleurs la même NRC vient de décider de modifier d'urgence le système de refroidissement de secours des centrales.

En attendant le résultat des différentes commissions d'enquête nommées pour cerner les raisons de l'accident de la centrale de Three Mile Island, la NRC vient de publier un premier rapport : volumineux et inquiétant. 800 pages, où sont consignées toutes les paroles des experts appelés en renfort lors de l'accident. Ce rapport qui sera remis aux commissions d'enquête nommées par le congrès américain, nous révèle d'ores et déjà que les experts étaient complètement désemparés. Pendant plus de trois jours ils étaient, selon le président de la NRC, *«comme des aveugles en train de chercher leur route»*. Quant au directeur de la même commission, chargé des problèmes de sécurité, pour lui l'issue des événements de Three Mile Island, était *«une question de chance»* !

Et tout cela au moment où le cœur de la centrale présentait les plus grands risques, à savoir la fusion. De même, à aucun moment précis, les experts ne connaissaient exactement le volume et les risques liés directement à la bulle d'oxygène et d'hydrogène présente dans le cœur de la centrale. De même ils ont toujours hésité, dans ces conditions qui pouvaient rapidement devenir catastrophiques, sur l'évacuation des populations voisines de la centrale : qui devait être évacué, dans quel rayon ?

Alors que l'accident de la centrale américaine et l'incident de la centrale de Gravelines confirment les craintes liées à l'exploitation actuelle des centrales, *L'Humanité* se fait le défenseur du programme électronucléaire de la bourgeoisie, et taxe ceux qui s'inquiétent des lacunes ainsi révélées, «d'irresponsables» !

La NRC vient par ailleurs de décider de modifier d'urgence les systèmes de refroidissement de secours de toutes les centrales nucléaires américaines PWR. Les USA comptent 72 centrales nucléaires, une seule n'est pas concernée par cette décision, une centrale HTR (haute température) de conception différente.

La NRC avance que les instruments de mesure de pression et de hauteur d'eau dans le réacteur ne sont pas fiables (nous l'annoncions dans une précédente édition). Les deux fabricants de centrales américaines, la Babcock and Wilcox, et la Westinghouse, ont, dès les premiers jours après l'accident, donné des consignes aux techniciens qui surveillent les centrales en exploitation : ne pas se fier aux instruments de mesure, et déclencher les systèmes de secours manuellement.

L'accident survenu à Three Mile Island pourrait avoir comme origine une telle défaillance. Du coup, la version de la direction de l'entreprise qui gérait la centrale de Harrisburg, la Métropolitan Edison, et qui bien évidemment accusait des «lampistes», tombe à l'eau.

Pour sa part le responsable des travaux de la centrale de Gravelines, malgré l'accident de la centrale américaine, déclare ne pas être au courant des dernières déclarations et décisions de la commission américaine de l'énergie nucléaire, sur les modifications urgentes à apporter aux installations des centrales PWR. Ces décisions devraient également toucher les centrales étrangères construites sous licence américaine, notamment les centrales françaises.

Par ailleurs, la Westinghouse, qui clamait il y a quelques jours seulement que ses centrales ne souffraient d'aucun défaut, vient d'ordonner un examen détaillé de huit de ses centrales construites aux USA, des fissures ayant été découvertes sur un système de refroidissement de l'une d'entre elles !

A la lumière de ces événements nous sommes encore bien loin de la prétendue sécurité promise par les défenseurs et les partisans du programme électronucléaire, n'en déplaise à *L'Humanité*.

SORTIE DE «PATRONS/TELEVISION» DE GERARD MONDILLAT ET NICOLAS PHILIBERT

Antenne 2 l'avait censuré

Mercredi 18 avril, au cinéma «La Clef» à Paris, sort la série de trois films (1) intitulée «Patrons/Télévision», de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert. A l'origine, cette série devait être diffusée par Antenne 2 les 15, 22 et 29 novembre derniers. Mais un coup de téléphone a suffi, le 31 octobre, à le faire déprogrammer définitivement. Un patron, mécontent de l'image que ces films donnaient de lui, en demandait l'interdiction. Sans même en référer aux réalisateurs, Antenne 2 obtempérait immédiatement : *«la voix de son maître avait été entendue»*.

Une censure qui venait souligner, s'il en était encore besoin, le pouvoir patronal, un pouvoir dont la série d'émissions avait voulu donner à entendre le discours. Gérard Mordillat et Nicolas Philibert ont cherché à mettre à nu le discours patronal et lui seul. Dans ces films, on ne voit que des patrons développant leurs idées devant la caméra, et des séquences tournées dans des entreprises, les leurs propres ou d'autres. Griefs essentiels des patrons contre ces films pour lesquels ils avaient pourtant donné initialement leur accord : ils ne se reconnaissent pas, ils n'y retrouvent pas l'image favorable qu'ils pensaient avoir donné, ils ne reconnaissent pas non plus leurs ouvriers, leurs usines, enfin et peut-être surtout ils n'acceptent pas d'entendre leurs discours fonctionner en quelque sorte «à vide», sans contradicteurs, sans opposition apparente.

Antenne 2, malgré les protestations, ayant maintenu sa décision arbitraire, les deux réalisateurs se sont résolus à projeter leurs films dans une salle de cinéma. Entre-temps leurs émissions ont été projetées en Suisse, en Belgique, en Espagne... Seule la télévision française s'est refusée à les passer !

Le 18 avril, en même temps que le film, sort en librairie un ouvrage des mêmes réalisateurs : *«Ces patrons éclairés qui craignent la lumière...»* (2). Gérard Mordillat et Nicolas Philibert y poursuivent leur tentative de cerner le discours patronal qu'ils donnent ici à voir après l'avoir donné à entendre. Une centaine de photographies y sont, plus que des illustrations, une contribution active à la démonstration. Venant après les formes filmique («la voix de son maître», sorti en février 1978), radiophonique («tous derrière et lui devant» diffusé sur France-Culture) et télévisuelle, ce livre vient parachever le patient travail de démontage du discours patronal entrepris par Gérard Mordillat et Nicolas Philibert depuis le premier jour de tournage de leurs émissions en 1976.

Claude ANCHER

(1) Jours pairs : 1ère et 2ème partie : Un pépin dans la boîte. Confidences sur l'ouvrier.

Jours impairs : 3ème partie : La bataille a commencé à Landerneau.

(2) Aux éditions Albatros : prix public : 47 F.

▲ A Thomson-Angers, une usine que Guy Brana ne «reconnaît» pas...

Guy Brana (Thomson-Brandt) ▼

• Montpellier : deux fillettes tuées à la suite d'une explosion dans un immeuble

Dimanche à 4 heures du matin, un immeuble du quartier d'Assas, à Montpellier, était secoué par une terrible explosion. Celle-ci probablement due à une fuite de gaz, a littéralement soufflé le troisième étage de l'immeuble, provoquant la chute d'un plafond qui écrasait deux fillettes pendant leur sommeil.

• Les travaux de la centrale nucléaire de Belleville suspendus

Le tribunal administratif d'Orléans vient d'ordonner la suspension des travaux de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire. Cette décision fait suite à une requête déposée par une association de cadre de vie, la commune de Boulleret, la FDSEA (exploitants agricoles) et plusieurs particuliers. Les requérants dénonçaient *«l'insuffisance de l'étude d'impacts, l'atteinte au site et la violation du code de l'urbanisme»*. Le tribunal administratif devra bientôt se prononcer sur le fond : l'arrêt définitif des travaux.

La centrale de Belleville, de type PWR sous licence Westinghouse, doit compter quatre réacteurs de 1 300 mégawatts, et être opérationnelle en 1986.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Senones (Vosges) : APRES LES ASSISES POUR L'EMPLOI DE LA VALLEE DE RABODEAU

Samedi, se tenait à Senones (Vosges) les assises pour l'emploi de la vallée du Rabodeau, à l'initiative de l'Union locale CGT (voir *QdP* du 13 avril 1979). Tout au long de la vallée, à chaque porte d'usine, de nombreuses affiches appelaient aux assises pour l'emploi.

Dans la salle de la mairie de Senones, de petits groupes discutent puis la réunion commence et les interventions vont se succéder. Parmi celles-ci, celle du délégué CGT de l'usine Boussac du blanchiment de Moyenmoutier retrace le mieux la situation de cette vallée : *«Camarades, en sept ans, Moyenmoutier a perdu 1 000 travailleurs. En 1968, à l'usine Boussac du blanchiment nous étions 656 salariés ; en 1978, nous n'étions plus que 404. Toujours en 1968, nous avons produit 36 824 pièces en cent mètres par mois. En 1978, une production de 13 400... Notre salaire, en moyenne est de 2 000 à 2 200 F par mois. Mais aujourd'hui, ce qui est important pour nous c'est le problème de l'emploi. Vous vous souvenez sans doute que l'année dernière, Boussac a licencié 163 travailleurs alors que la production depuis est restée pratiquement la même. Nous avons donc subi une surcharge de travail, une accélération des cadences sans même une augmentation de salaire qui tiendrait compte du surcroît de travail. Mais ce n'est pas tout : les frères Willot qui ont repris pour rien le groupe Boussac et qui ont déjà licencié l'année dernière 1 806 travailleurs, s'apprêtent à récidiver. Ils ont demandé, à partir du 5 avril, la fin du contrat de location-gérance, ce qui veut dire une nouvelle restructuration du groupe Boussac Saint Frères avec les licenciements qui ne vont pas tarder à nous tomber dessus. En effet, ils risquent de nous trouver non rentables. Pour ce début d'année, nous avons eu une perte de 30 % alors que d'habitude elle n'est que de 4 à 6 %. Cela est dû surtout à la désorganisation et à la concurrence mise en place par eux entre les différentes unités du groupe sans oublier la baisse des effectifs et la concurrence des usines du groupe Willot proprement dite. Alors camarades, faut-il rester les bras croisés et attendre une nouvelle vague de licenciements ou même une fermeture ? Non la CGT du blanchiment comme l'ensemble de la CGT de la vallée refuse cette logique qui ne profite qu'aux capitalistes. Nous devons agir vite et ensemble pour faire face à cette dégradation des conditions de travail et de l'emploi. Remettons à jour nos cahiers revendicatifs, par exemple le manque d'évacuation de la fumée dans les ateliers, au BS par exemple où la fumée envahit même la cuisine de préparation du dessus, le manque d'effectifs et la baisse du pouvoir d'achat».*

Comment lutter contre ces plans de restructuration, contre ces projets qui tendent à faire de cette vieille vallée industrielle une zone verte où la seule solution pour les travailleurs est l'exode ? A toutes ces questions apparues dans les interventions, il n'a pu être répondu. Dans la vallée du Rabodeau, l'isolement se fait sentir et tout le poids de la crise pèse durement ; licenciements, fermetures se sont succédés : plus particulièrement ces dernières années. La direction de la CFDT de la vallée du Rabodeau d'autre part n'avait pas jugé utile de participer à ces assises pour l'emploi, laissant cette charge à la seule CGT. C'est un fait qui ne vient pas renforcer la nécessaire unité contre les plans de la bourgeoisie. L'après-midi, un blocage de la nationale et une distribution de tracts a permis de populariser la situation de la vallée. Ce blocage touchait surtout les automobilistes partant en week-end ou en vacances. Si quelques-uns n'appréciaient pas cette initiative, d'autres lui réservèrent un meilleur accueil telle cette famille du Nord qui apportait son soutien : *«Nous aussi à Denain, nous luttons ; il faut y aller tous ensemble, continuez !».*

Les ouvriers de Boussac manifestent pour l'emploi

Correspondant Senones

Solmer-Fos-sur-Mer RESISTANCE DES TRAVAILLEURS AUX PLANS DES MAITRES DE FORGES

L'occupation de la salle de contrôle des hauts fourneaux se poursuit. Malgré la période des fêtes, environ un millier de travailleurs de Solmer sont venus discuter, s'informer à la salle de contrôle. Parmi eux, des travailleurs de tous les secteurs de l'usine, mais surtout de nouvelles têtes, des gars de secteurs considérés comme non-combatifs. L'occupation, le refus de laisser la direction placer des charges d'arrêt sont devenus le symbole de la ténacité des travailleurs face à la direction. Jean-Marc, un militant qui passe ses journées de repos et les nuits à l'usine, nous dit : *«C'est un symbole, parce que c'est dire oui au droit de grève, oui aux 300 F pour tous, non au lock-out. De toutes façons, même si on était obligé d'évacuer, on commence à bien connaître le processus de production, et on sait où frapper à nouveau si cela devenait nécessaire. De plus, le tribunal d'Aix-en-Provence avait ordonné l'évacuation de la salle, mais la direction n'est pas trop stupide, et n'a pas fait intervenir directement les CRS, parce que cela renforcerait la solidarité et le rapport de forces en notre faveur. Les gars veulent en découdre».*

Pendant tout le week-end, la direction a essayé techniquement de saborder la lutte au HF. Vendredi, elle a tenté de faire arrêter l'agglo, en amont du HF ; les travailleurs l'ont remis en marche. La nuit, les travailleurs organisent des patrouilles pour empêcher que certaines installations ne soient arrêtées par les cadres.

Au plancher de coulée des hauts fourneaux, il y a eu un sabotage. La direction, comme par hasard, a porté plainte contre X, après avoir refusé un constat d'huissier, demandé par l'intersyndicale.

Depuis lundi soir, les gars ne sont plus payés. Le lock-out devient effectif pour la plupart des travailleurs. L'intersyndicale CGT-CFDT a vu tous les postes pour appeler les gars à venir à l'usine, et elle continue ce travail. Mardi, était organisée une assemblée générale pour renforcer l'occupation de la salle de contrôle.

A Solmer, la construction d'un rapport de forces, c'est aussi la mise en place d'un syndicalisme de lutte de classe et de masse. De nombreux militants ont le souci de faire fonctionner leur section en s'appuyant sur les propositions et les idées des travailleurs. Roland, vieux militant syndical, nous dit : *«Cela ne sert à rien de se réunir en conseil syndical, si auparavant on n'a pas débattu des formes d'action, des initiatives à prendre, des idées à défendre auprès des travailleurs».* L'autre jour, Porelli, député PCF, qui était venu à une assemblée générale, s'est vu signifier «gentiment» par le responsable CFDT qu'il n'était pas prévu qu'il parle.

Depuis les journées du 23 mars et du 6 avril, l'idée de la coordination des luttes sur la sidérurgie a peu avancé. Pour les militants CFDT, coordonner immédiatement, cela signifie frapper à la production dans toutes les boîtes sidérurgiques, de la manière dont ils s'y prennent à Solmer.

Correspondance

• Colloque national des comités de chômeurs CGT : il manquait quelque chose...

Les délégués des 153 comités de chômeurs organisés à la CGT se sont réunis ce jeudi 12 avril à l'imprimerie Chaix en Seine-Saint-Denis, occupée depuis décembre 1975. L'objectif de cette rencontre était la mise en commun de l'expérience acquise par ces divers comités et l'adoption d'une «charge revendicative» devant servir de base aux luttes des différents comités.

La CGT revendique aujourd'hui 18 000 chômeurs organisés dans ses comités : *«C'est peu et c'est déjà beaucoup au vu de la difficulté qu'il y a à organiser les chômeurs. Mais on arrivera à beaucoup mieux».*

Si les différents témoignages des chômeurs et des ouvriers en lutte, qui y étaient largement représentés, apportaient la démonstration évidente de la profondeur de la crise, la journée laissait les délégués sans concrètes perspectives de luttes.

Les débats traînèrent sur les témoignages et laissèrent seulement deux à trois interventions sur une tactique de lutte.

La «charte revendicative» elle-même, si elle avance des revendications justes dans l'ensemble, ne définit elle non plus aucun plan d'offensive. Elle omet principalement la liaison avec les travailleurs actifs : point qui fut pourtant souvent souligné dans la journée.

La tribune où siégeait notamment Damete (secrétaire national des comités), Krasucki et Oswald Calvetti aura évité de susciter le débat dans la direction que cherchaient plusieurs comités, à savoir l'offensive : *«Faire payer cher au patronat le chômage», «démontrer que l'on peut être efficace et alors les gars nous rejoindront».*

Damette terminera avec un *«regrouper tous les chômeurs au sein de la CGT» :* Il manquait la deuxième partie...

Elections européennes : les listes sont prêtes

A peu de choses près, on connaît maintenant les noms des candidats qui défendront les couleurs des quatre grands partis bourgeois lors de l'élection européenne du 10 juin prochain. Le peu de chose, c'est la composition exacte de la liste UDF, ou plus précisément le fait de savoir si Servan-Schreiber en sera ou n'en sera pas.

Un dirigeant du PS aurait dit que le candidat idéal devrait être *«une femme noire, juive mais convertie au catholicisme, franc-maçonne de surcroît, ouvrière, syndiquée et alsacienne par-dessus le marché!»*. Boutade certes, mais qui illustre quand même les savants dosages auxquels ont dû se livrer les états majors. Tous ont été confrontés au même problème : à trois ou quatre unités près, on peut aisément définir ce que sera la liste des 81 députés français qui seront membres de l'assemblée européenne. Ainsi, le PS peut raisonnablement espérer obtenir 25 % des voix, donc avoir un quart des 81 élus. Il a donc soigneusement choisi les 22 premiers noms de sa liste. Idem pour le PCF, qui compte avoir de 17 à 20 élus. Même chose à l'UDF, d'où la bagarre pour figurer dans les 22 premiers. Seul le RPR échappe à cette logique, dans la mesure où Chirac a déjà précisé que chacun des 81 candidats siègera, à tour de rôle, une année à l'assemblée de Strasbourg. Dans ces conditions, à quoi servent les autres candidats, ceux qui n'ont aucune chance d'être élu ? A faire des voix, bien sûr. C'est ainsi que toutes les régions sont représentées, toutes les «sensibilités», toutes les religions, etc...

La liste du PS sera conduite par Mitterrand en personne, qui ajoutera ainsi à ses titres de député, conseiller régional, conseiller général, maire, celui de député européen. Mitterrand a également placé en tête de liste Edith Cresson, dont il entend faire la représentation féminine du PS, et Georges Sutra, gros viticulteur et auteur d'un rapport célèbre sur l'élargissement du marché commun. On notera que si Mauroy est deuxième sur la liste du PS, ni Rocard, ni Chevènement ne se présentent. Rocard sera remplacé par Gilles Martinet, et c'est Sarre et Motchane qui représenteront le CERES à l'Assemblée européenne.

La liste de Chirac, quant à elle, regroupe surtout... des fidèles de Chirac : membres de son état major, ou conseillers de Paris.

Seuls 22 députés, sur les 150 que compte le groupe RPR, participeront à la compétition. Quelques surprises cependant : la présence de deux membres du parti radical, celle de trois membres du CNIP, celle du gaulliste de gauche Dabezies, et celle de la féministe Louise Weiss, âgée de 86 ans. La liste de Chirac ne se réclamera d'ailleurs pas du RPR, puisqu'elle a choisi de s'appeler «Liste pour la défense des intérêts de la France en Europe». A la demande expresse de Debré, numéro deux sur cette liste.

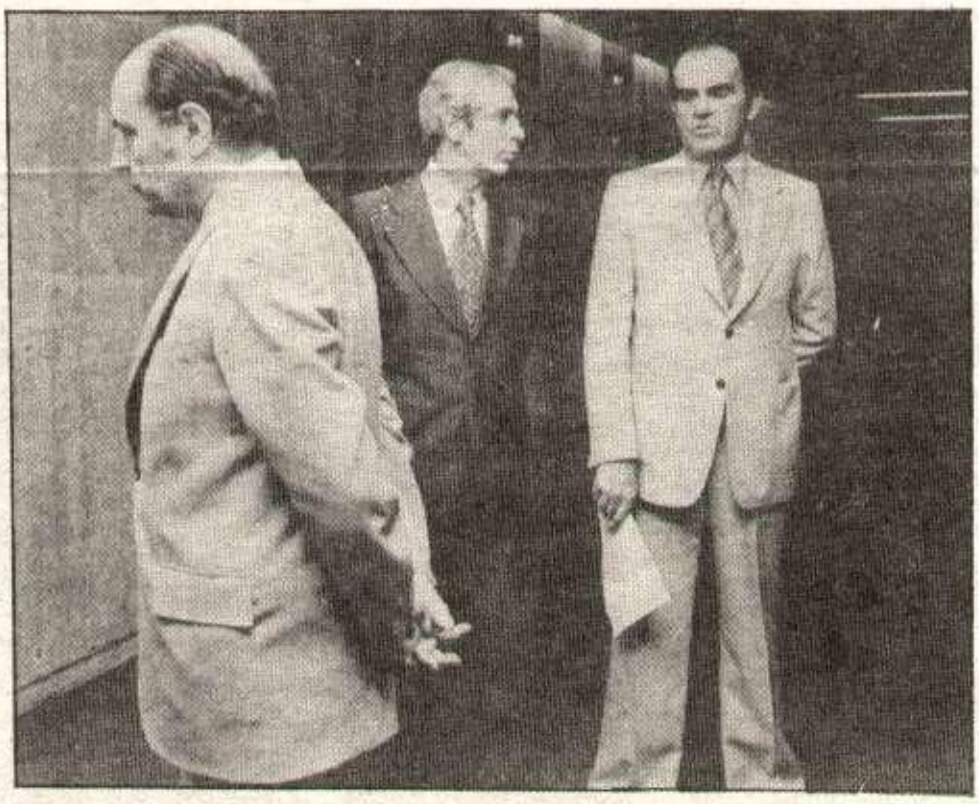
• Le débat à l'Assemblée nationale sur les économies d'énergie

Les 10 et 11 avril l'Assemblée nationale a examiné les articles du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur. Rares sont les débats de l'Assemblée portant sur la politique énergétique. C'est sans doute en raison du manque d'habitude que le débat a été rapidement expédié.

Il s'agissait principalement de discuter du financement de l'Agence pour les économies d'énergie. Plusieurs députés ont souligné l'insuffisance des moyens mis à la disposition de cette agence (environ 400 à 500 millions de francs par an). L'ancien directeur de l'agence estimait à plus du triple les sommes nécessaires pour atteindre les objectifs du plan. Ceux-ci ont été révisés en baisse, les crédits d'autant plus. Les députés proposaient l'adoption d'une taxe parafiscale : Schwartz (RPR) une taxe sur les consommations de gaz, de charbon et de produits pétroliers à usage énergétique et sur l'électricité hydraulique et nucléaire. Gouhier (PC) et Quilès (PS) une taxe frappant essentiellement les utilisateurs industriels. L'UDF redoutait que soit atteinte la compétitivité des entreprises, la gauche que soient pénalisés les particuliers, quant au ministre de l'Energie, Giraud, il estime suffisant le budget : rien n'a donc été voté. Le gouvernement «entend doter convenablement le budget de l'agence pour les économies d'énergie». Déclaration prétentieuse pour de petits moyens.

Préparation du 23e congrès du PCF

L'UNION A LA BASE, POUR QUOI FAIRE ?



Marchais-Mitterrand : et pourtant, ils ont besoin l'un de l'autre

L'union de la gauche est un des thèmes qui revient le plus souvent dans les discussions préparatoires au 23e congrès. Deux interrogations majeures se font jour, dans les cellules comme dans la tribune de *L'Humanité* : Quel bilan tirer des années de propagande pour le Programme commun, et, partant de l'échec enregistré, quelles perspectives peut avancer le PCF ? Nous avons vu dans notre précédente édition combien la direction avait du mal à justifier sa politique passée, et aussi combien ses explications étaient embrouillées, voire franchement contradictoires. Mais qu'en est-il des perspectives offertes, à l'heure du 23e congrès ?

Interpellés sur le manque de perspectives du PCF, les dirigeants fournissent tous la même réponse que Guy Hermier à *France Nouvelle* : *«Nous avons une perspective : c'est la voie démocratique et révolutionnaire au socialisme, ouverte par notre 22e congrès. Nous y avons précisé que nous luttions pour la démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique, pour la démocratie jusqu'au bout, et que le progrès incessant de la démocratie sera la condition du développement même du socialisme que nous voulons pour la France»*. Et Hermier d'ajouter : *«C'est une stratégie claire»*. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette clarté-là ne saute pas aux yeux des militants du PCF, qui posent des questions beaucoup plus précises : doit-on refaire l'union avec le PS, doit-on renégocier un programme commun, ou, autre facette des mêmes interrogations, le PCF est-il cantonné à de longues années d'opposition ? Face à ces interrogations, le projet de résolution du 23e congrès apporte des réponses contradictoires.

PAS D'AUTRE VOIE QUE L'UNION DE LA GAUCHE

Premier élément de réponse de la direction : *«Il n'est pas question d'abandonner notre politique d'union pour la simple raison qu'il n'y a pas d'autre chemins pour aller vers les changements»*. Ce qui est tout à fait vrai, si l'on adopte l'optique du PCF ; cantonné dans une marge électorale étroite —qui n'a jamais excédé 25 % des voix— le PCF ne peut espérer mettre un pied dans le pouvoir qu'en s'alliant à d'autres forces, le parti socialiste en l'occurrence. Ceux qui refusent l'union de la gauche se trompent : ou bien parce qu'ils pensent que le PCF est un parti révolutionnaire qui peut tisser des alliances de classe qui ne recoupent pas l'union avec le parti bourgeois qu'est le PS, ou bien parce que, bien qu'en accord avec le projet politique du PCF, ils pensent que la voie électorale n'est pas la seule possible : mais comment le PCF pourrait-il commencer à mettre en œuvre son projet hors d'un gouvernement auquel il ne peut accéder que par des élections, et donc grâce à une alliance avec le PS ?

UNION A LA BASE? SUR LES BASES DU PCF

La direction opte donc pour l'union de la gauche. Mais quelle union quand on sait la faillite de 6 années de programme commun ? Le projet de résolution précise que *«l'union nouvelle»* doit être une union *«à la base»*, *«placée en permanence sous le contrôle des travailleurs»*. On entre là dans le domaine des phrases creuses, dont l'interprétation peut varier au gré des militants et des circonstances. Il existe depuis longtemps au PCF une frange de militants qui opposent *«l'union à la base»* à *«l'union au sommet»* telle qu'elle a existé jusqu'ici. Eux veulent des *«comités unitaires»* où socialistes et militants du PCF travailleraient ensemble. Est-ce ce que veut la direction du PCF ? Il ne semble pas, si on considère que cette union à la base, telle qu'elle est définie, n'envisage pas de formes organisationnelles. Est-ce alors l'union, dans l'action, de tous ceux qui luttent ? Oui, pour autant que les objectifs de lutte soient ceux du PCF. Le seul exemple *«d'union à la base»* que met en avant la presse du PCF est explicite à ce sujet : il s'agit de la lutte, dans le Midi, contre l'élargissement du marché commun. Au travers de cet exemple, on voit mieux ce qu'il en est de la réalité de l'union nouvelle manière : à chaque fois qu'un membre du PS, ou un régionaliste, ou un dirigeant viticole, vient sur les positions du PCF, c'est-à-dire contre l'élargissement du marché commun, il y a *«union à la base»*.

COMMENT RÉÉQUILIBRER L'UNION?

Deux questions restent encore posées quant aux perspectives du PCF. D'abord, un des bilans que tire la direction des années passées est qu'il ne peut y avoir de *«bonne union»* que si le PCF parvient à faire contre-poids au PS. Il faut donc que le PCF œuvre à un double mouvement : d'une part augmenter ses scores électoraux, c'est-à-dire renverser la tendance actuelle, et d'autre part diminuer le score du PS. Il y a là une contradiction que plusieurs tribunes de *l'Humanité* considère comme insolubles : n'est-ce pas la progression du PS qui permet à la gauche d'être presque majoritaire ? Et le PS n'obtient-il pas ses résultats parce qu'il a «viré à droite», comme le dit le PCF lui-même ? Sur ce point, la direction n'apporte aucune réponse.

NOUVEAU PROGRAMME COMMUN

Dernier point enfin. L'union à la base, c'est bien beau, mais il lui faut à un moment ou à un autre, un débouché programmatique. Mais lequel, quand on sait que la direction considère que le programme commun a été *«générateur d'illusions»*, mais qu'un tel programme lui est indispensable pour avoir suffisamment de garanties une fois au pouvoir. *«C'est une question à laquelle on ne peut répondre à l'avance»*, explique Hermier dans *France Nouvelle*. Concernant cette union programmatique, le projet de résolution précise *«la nécessité de prendre, au moment opportun, les initiatives qui s'imposent pour faire avancer les possibilités d'accord»*. La presse du PCF a déjà donné un exemple du type d'initiative envisagée : le vote, par les députés PCF, de la motion de censure déposée par le PS lors de la session extraordinaire de l'Assemblée !

Contradictoire, inopérante, l'union à la base, telle qu'elle est mise en avant aujourd'hui par la direction, ne représente en rien une perspective. Il serait cependant faux d'y voir un abandon de ce qui est la raison d'être du PCF : la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'Etat. La prochaine possibilité d'accession au pouvoir du PCF se situe aux prochaines législatives, qui doivent en principe avoir lieu en 1983. D'ici là, la direction espère résoudre ses contradictions internes et renforcer son potentiel électoral, pour être à même de renégocier un accord de gouvernement. Là est certainement la véritable impasse : dans la situation politique d'aujourd'hui, après l'échec du programme commun première mouture, comment le PCF pourrait-il résoudre durablement ses contradictions, comment pourrait-il gagner des voix ?

Deux mois après les Etats Généraux pour l'Emploi et le Mieux Vivre dans le Rhône

Nous publions aujourd'hui la première partie de cette interview. La suite paraîtra dans le 12 pages de la semaine prochaine (journal daté du 25 avril).

Entretien avec Louis Bouillet, responsable syndical dans l'UD-CFDT du Rhône

Propos recueillis par notre correspondant à Lyon Michel BERTEL

■ Nous avons rencontré Louis Bouillet, responsable à l'Union Départementale CFDT du Rhône.

Il y a deux mois, l'UD CFDT était, avec l'UD CGT et une cinquantaine d'associations, à l'initiative des ETATS GENERAUX POUR L'EMPLOI et le MIEUX VIVRE. Dans un département moins touché par la crise que d'autres, cette initiative avait eu un écho certain. De plus, dans le Rhône, se sont déroulées plusieurs luttes significatives, notamment à la SNAV, et d'autres bagarres dans plusieurs secteurs.

Louis Bouillet aborde dans cet entretien le bilan de ces Etats Généraux, et les perpectives qui en découlent, ainsi qu'une réflexion sur un certain nombre de questions cruciales aujourd'hui : les formes de lutte et les objectifs prioritaires, les conditions pour généraliser l'action, les divisions opérées par la crise et le chômage, l'unité populaire...

▶ **— Après la journée du 7 février — les états généraux pour l'emploi et le mieux vivre — où en est la mobilisation aujourd'hui ?**

— **Louis Bouillet** : Oui, il faut parler des Etats généraux, qui ont été un événement sur le Rhône. L'analyse que nous faisons est que cette journée est positive sur plusieurs plans : le premier étant sur la participation des délégués — 4 500 délégués le matin — et sur le plan de la manifestation l'après-midi. Pour analyser la manifestation : il y a son aspect de masse et son aspect dynamique.

Mais surtout, ce n'était pas dans le cadre d'un appel national avec tous les moyens d'information nationaux. Ce qui contribue à affiner l'analyse sur son importance. Ce qu'il faut noter, par rapport à ce qui se passe dans le Nord, ou dans l'Est, ce qui a été positif dans le Rhône, c'est qu'on ne se trouve pas dans un contexte de dos au mur. C'est-à-dire que cela a été une volonté positive d'impulser la lutte. Le bilan le plus positif que l'on fait, c'est de dire : aujourd'hui, il ne suffit pas de coordonner — c'est nécessaire, mais cela ne suffit pas — mais il faut surtout impulser, et c'est possible. La preuve, c'est que dans le Rhône, on a prouvé que c'était possible.

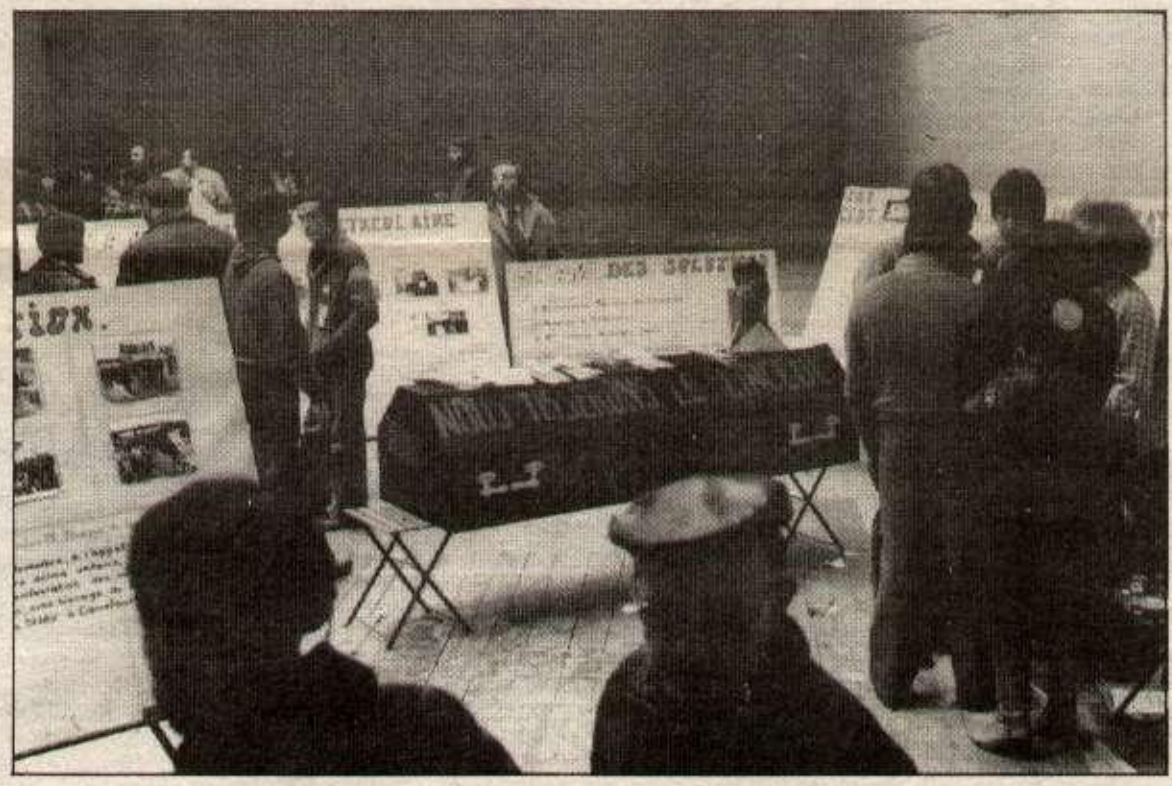
UNE VOLONTE D'IMPULSER LA LUTTE

Parce qu'on comprend bien que des travailleurs directement acculés à la mort — où à la vie et à la lutte — le fassent. Mais dans un département où il y a effectivement des problèmes énormes, mais qui n'apparaissent pas de manière aussi claire que dans d'autres départements, comme la Loire par exemple, il y a quand même eu cette initiative qui a permis de concrétiser le rôle d'impulsion que pouvaient avoir le syndicat et l'interprofessionnel dans un département.

Au point de vue négatif, parce qu'il y a aussi du négatif, c'est que la prise en charge a été très longue à se mettre en route. C'est quand même une action unitaire qui remonte à des propositions CFDT au mois de septembre. C'est surtout dans les 15 jours qui ont précédé les Etats généraux qu'on est passé à une vitesse supérieure dans la préparation. Mais je crois que cela a été une étape, avec toutes les difficultés présentes, une étape indispensable, qui permette de clarifier les choses au niveau des travailleurs, de mener le débat avec eux, et de manière unitaire. C'est un des points extrêmement importants, qui sont sortis des Etats généraux, de la part de tous les délégués, y compris des non-syndiqués, c'est la volonté d'unité sur des objectifs communs. Alors, c'est vrai, au niveau du 7, des perspectives d'action pas très évidentes sont sorties. Bon, il y a eu débats, échanges, mais pas encore de propositions précises.

▶ **— A quoi cela tient-il ?**

— L.B. : Cela tient, d'une part, à la nouveauté de l'expérience. Cela tient aussi au fait que les travailleurs qui se sont réunis ont surtout discuté des luttes qu'ils ont menées, mais le problème de *«comment se battre ensemble»* n'est pas encore suffisamment posé dans les boîtes. Parce qu'on se bat bien dans la boîte sur des trucs précis, mais dès qu'on dépasse la boîte, les travailleurs sont encore un peu à court d'idées, par rapport aux formes d'action, par rapport aux objectifs qu'on se donne...



UNE EXPERIENCE NOUVELLE

La conséquence que l'on a tirée, c'est qu'il ne s'agit plus maintenant de répéter l'opération des Etats généraux, c'est-à-dire de relancer le débat dans les entreprises pour dire *«quoi faire ?»*, mais il s'agit de proposer du nouveau. Bien sûr, l'action dans les entreprises s'est quand même développée — cela a été un point très important — dans des grosses boîtes ou des petites (...).

Aujourd'hui, je dis qu'il y a trois solutions : ou on ne fait rien devant la situation, la restructuration, la crise... bref, on se croise les bras, ou on décrète la grève générale — alors je dis, la grève générale, il ne faut pas l'exclure *a priori*, cela ne se décrète pas — ou alors, de manière intermédiaire, on prépare une action coordonnée et un plan d'action pour obtenir des résultats précis, y compris au niveau local, tout en sachant que cela pose le problème du débouché national de l'action.

Nous, on veut que l'action se généralise nationalement. Notre boulot, c'est de créer les conditions pour cela. Et les «Etats généraux», comme étape intermédiaire, sont déjà des conditions pour cela au niveau local.

▶ **— Les travailleurs attendent des propositions et des perspectives concrètes. Mais des secteurs sont plus avancés que d'autres, des divisions subsistent... Comment peut-on débloquer ?**

— L.B. : C'est le rôle d'impulsion qui est absolument nécessaire. C'est ce qui nous a opposés, y compris à notre confédération durant toute une période. Elle voyait plutôt l'inter-professionnelle, à tous les niveaux, comme un moyen pour coordonner les luttes qui existent. Bon, ça c'est un boulot indispensable, car effectivement les travailleurs qui se battent gagnent, et il faut qu'on leur donne les moyens de gagner. Mais ce n'est pas suffisant aujourd'hui : il faut aussi des perspectives locales, départementales, nationales, alternées, et qui se renvoient un peu les choses. Non pas pour créer une nouvelle journée nationale par exemple, mais qu'on se fixe bien des objectifs prioritaires — pas le catalogue — sur lesquels on veut obtenir des résultats.

OBTENIR DES RESULTATS

Je crois qu'il y a quelque chose d'important qui est en train de se dérouler, c'est pour la CFDT, toute la préparation de la bagarre sur les 35 heures, du temps pour vivre et pour que tout le monde puisse travailler. Cela est lié au développement de l'action dans les différents départements. (...) C'est un objectif qu'on se donne sur une longue période, et on prend les moyens de le réaliser. Alors, à la fois par des initiatives nationales, des initiatives professionnelles et des initiatives interprofessionnelles décentralisées, mais qui constituent vraiment des moyens et des perspectives pour les travailleurs.

▶ **— Comment surmonter les divisions occasionnées ou amplifiées par la crise ? Comment reconstruire l'unité de la classe ouvrière ?**

— L.B. : Il y a un danger qui est absolument à éviter, c'est de laisser se battre seuls les travailleurs qui ont le dos au mur. Premièrement, parce que ce ne sont pas eux qui ont le rapport de force économique le plus important. Deuxièmement, s'il n'y a pas une jonction de ces travailleurs-là avec d'autres travailleurs qui sont en situation plus favorable, il est sûr qu'on ne débouchera pas. C'est relativement clair et je crois — et c'était le sens de l'initiative du Rhône — qu'il faut dire *«n'attendons pas que cela nous tombe dessus»*. Nous ne sommes pas dans une situation privilégiée, loin de là — dans deux ans on verra ce qui va se passer dans le Rhône — mais n'attendons pas, et d'autre part, prenons tous les moyens pour conjuguer l'action des travailleurs qui ont le dos au mur et des travailleurs qui ne sont pas dans cette situation.

CEUX QUI ONT LE DOS AU MUR, ET LES AUTRES

Alors, le problème de la réduction du temps de travail, cela a un énorme avantage. Le premier, c'est d'être mobilisateur — par exemple ce qui se passe dans la fonction publique, ou les revendications de la 5e équipe pour les postés... — Mais il faut se méfier d'un mot d'ordre trop unique, car il y a des situations concrètes très différentes. Cela veut dire adapter le mot d'ordre central, la réduction du temps de travail et la création d'emplois, aux situations particulières (...)

Mais il y a aussi quelque chose à lier à la réduction du temps de travail, c'est la conservation du potentiel industriel. Par exemple, dans la Loire, si les travailleurs ne se battent pas aussi pour le maintien sur place d'un certain nombre d'industries — quitte à ce qu'il y ait reconversion, c'est vrai — on va se trouver devant un département désert. Et à ce moment, qu'est-ce que voudra dire réduire le temps de travail, s'il n'y a plus d'industries, plus de secteur tertiaire ou de service ? Donc, il faut lier les deux aspects de la chose. Non pas pour faire des contre-plans industriels, cela n'est pas notre boulot, mais pour obliger quand même à ce qu'un département ne devienne pas tout d'un coup désert. (...)

Avec toutes les difficultés que cela représente, dont le poids du chômage. C'est pour cela qu'on dit que parallèlement, il faut mener aussi le boulot d'organisation des chômeurs, faire le lien des chômeurs et des actifs, et aussi le lien de tout ce qu'on appelle les «hors-statuts» — qu'on pourrait presque appeler la nouvelle classe ouvrière et qui s'étend de plus en plus — et montrer aux travailleurs des entreprises encore stables que c'est leur intérêt de se battre avec les intérimaires, sinon dans quelques années, c'est la déstructuration complète de l'emploi, du contrat de travail...

C'est typique de la formation continue en ce moment. C'est un service public, et pourtant ils ont des contrats de 9 mois, ou des vacations, et aucune sécurité d'emploi. Et cela, ce n'est plus marginal.

Ce qui est aussi caractéristique dans le privé, c'est qu'on soit passé de 200 000 intérimaires environ en 1974, à 800 000 aujourd'hui, et je dis 2 millions en 1982 si on laisse faire. Mais ce qu'il est important de comprendre — et de faire comprendre — aux travailleurs c'est que s'ils ne se battent pas pour faire embaucher des intérimaires, pour mener le combat avec tous les hors-statuts qui tournent autour de la boîte, ou les entreprises sous-traitantes... s'il n'y a pas coordination de cela, on va à l'éclatement et les patrons feront ce qu'ils veulent. C'est ce qu'ils sont en train de préparer, et c'est un des grands axes à privilégier aujourd'hui.

▶ **— Sans négliger pour autant l'organisation et la lutte des chômeurs en tant que tels ?**

— L.B. : Oui, cela fait partie des propositions que l'on a faites depuis longtemps, et qu'on espère bien mettre en pratique. Par rapport aux chômeurs, leurs revendications fondamentales, c'est l'emploi et le revenu, pas de mystère là-dessus.

Les dernières statistiques qui ont été dévoilées sont très intéressantes, puisqu'officiellement, au plan national, sur 1 300 000 chômeurs, il y en a 800 000 qui touchent moins de 400 francs par mois ; c'est absolument énorme.

Nous, la bataille qu'on a engagée, c'est sur un aspect très particulier et très minime de ce revenu minimum : les transports gratuits. Mais c'est en même temps un résultat possible à atteindre, et un moyen de mobiliser les chômeurs et de les organiser.

Il faut aussi que l'ensemble des travailleurs comprennent que les chômeurs ont intérêt à s'organiser, qu'on a intérêt à se battre avec les chômeurs. Parce que le plus gros frein depuis trois-quatre ans à la mobilisation, c'est bien le poids du chômage.

Dossier du Quotidien du Peuple

Sidérurgie : quelle lutte maintenant ?

Depuis deux semaines, le centre de gravité des luttes dans la sidérurgie s'est nettement déplacé du côté de Dunkerque-Mardyck et de Fos. Une lutte différente de celle qu'on a pu connaître à Longwy et à Denain, une lutte qui, cette fois, s'attaque directement à la production. La riposte d'Usinor n'a pas traîné. Immédiatement, des milliers de sidérurgistes ont été mis au chômage technique, les tribunaux ont ordonné l'évacuation, et on peut s'attendre à l'expulsion par les flics. Depuis longtemps, cette idée qu'il faut frapper à la production, là où ça marche, donc à Dunkerque et à Fos, était largement présente dans la tête des sidérurgistes en lutte, dans toutes les régions. Et à l'heure qu'il est, ils s'interrogent sur le meilleur moyen de ne *«pas perdre l'esprit de lutte qui existe aujourd'hui à Dunkerque et à Fos»*, comme nous le dit un délégué CFDT de Denain. Comment poursuivre ces actions ?, comment relancer l'offensive à Denain et à Longwy ? C'est la question que nous abordons aujourd'hui dans ce dossier, avec ceux de Dunkerque, de Denain et de Longwy. Grève illimitée ? Freinage de la production coordonné ? Le mot d'ordre syndical d'*«un jour sans acier»* donne une nouvelle occasion d'en débattre, et c'est ce qui se passe un peu partout. Ainsi, ceux de Denain exigent qu'on ne s'arrête pas à cette journée, mais qu'un plan d'action soit mis sur pied par l'ensemble des sidérurgistes, pour aller plus loin, mettre en échec les patrons de l'acier. Dans ce débat, la vieille idée selon laquelle il ne faut pas toucher à la production des usines promises à la fermeture sous peine d'accélérer le processus en prend un coup. C'est donc dans une nouvelle phase de la lutte que nous nous trouvons aujourd'hui.

Monique CHERAN

USINOR-DUNKERQUE

Deux semaines de lutte pour les revendications et contre le lock-out

Parce qu'il y avait eu une grève au parc à brames du train à bandes, Usinor a mis en lock-out 8 500 personnes. Il veut ainsi — en faisant subir des pertes de salaire importantes aux ouvriers — interdire toute grève à Usinor-Dunkerque. Comment en est-on venu à ce lock-out ?

Avec la restructuration à Dunkerque même et avec les actions menées en Lorraine et dans le Valenciennois contre le chômage, la combativité était montée à Usinor Dunkerque depuis plusieurs mois. Des débrayages de plus en plus fréquents réunissant toujours plus d'ouvriers, avaient lieu en désordre dans les différents secteurs. A la mi février, il s'était produit une grève à la cokerie pendant une quinzaine de jours qui avait obtenu un demi succès sur les augmentations de salaire. Enfin, il y avait eu cette grève du parc à brames survenant dans la même période que la rencontre des sidérurgistes à Dunkerque pour les mêmes revendications que le parc à brames, d'augmentation de salaires. Alors, contrairement à ce qu'attendait la direction d'Usinor, les ouvriers ne sont pas restés paralysés devant le lock-out. Ils ont pris l'initiative. Il y a d'abord eu la réaction des travailleurs des hauts fourneaux qui se sont mis en grève avant même d'être tous arrêtés. Ils réclament le paiement des jours lock-outés, 300 F d'augmentation, la 5e équipe. De leur côté, les gars de l'aciérie 2 bloquaient la production qui continuait à l'aciérie 1 en dehors et même à l'encontre des directions syndicales. Rien n'était fait pour que les autres secteurs les rejoignent.

A la suite du 6 avril, les sidérurgistes ont pris confiance en eux pour prendre la parole, pour exprimer leur volonté de lutte aux syndicats. C'est ainsi que mardi dernier, dans la matinée, les aciéristes venaient massivement à l'intersyndicale et imposaient à la CGT qu'il y ait *«des actions l'après-midi»*. Et comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, ils ont commencé par bloquer la voie expresse qui mène au port. Les mercredi, jeudi, vendredi, les sidérurgistes se retrouvaient le matin en assemblée devant les grands bureaux pour décider ensemble des actions à mener. Ces actions ont été efficaces dans le sens où elles ont fait connaitre partout le lock-out et la riposte des travailleurs. D'autre part, elles ont réalisé une unité de lutte le mardi, avec les grévistes de la SAFO (transporteur d'Usinor), les autres jours avec ceux d'Usinor Mardick lock-outés et qui occupent leur usine. Initiative, efficacité, unité : en face de ces aspects positifs, ces actions ont connu également certaines limites. L'unité entre grévistes et lock-outés a peu progressé parce que principalement les hauts fournistes ont été écartés des actions par une propagande syndicale qui mettait l'accent sur le danger des provocations et de la violence. D'autre part ces actions ont rencontré toutes les difficultés d'une lutte contre le lock-out qui se fait dans une position défensive et qui doit faire face à la dispersion. Vendredi deux interventions patronales nous montrent que la lutte est à un tournant. 1° Une ordonnance de référé a été prise qui conclut à l'expulsion des occupants de Mardyck. 2° Une lettre d'Usinor a été envoyée à tous les travailleurs, elle annonce froidement qu'il retire même les miettes qu'il proposait et demande aux travailleurs de reprendre les mains vides. Il ose même leur recommander de faire pression sur leurs syndicats pour reprendre.

Ce mardi 17, les lock-outés et les grévistes seront donc devant trois possibilités :

— rentrer sans broncher les mains vides mais en raison de la combativité qui monte à Dunkerque depuis plusieurs mois, une telle solution ne peut être que provisoire. Il y a trop de révolte contre les conditions de travail et les salaires. D'autre part, la lutte est loin d'être terminée à Denain et à Longwy. Or cette lutte a toujours exercé une influence déterminante sur les luttes d'Usinor-Dunkerque ;

— continuer — et réellement — sous d'autres formes, autrement dit faire des débrayages qui réalisent peu à peu l'unité entre les secteurs autour des mêmes revendications mais sans aller jusqu'au lock-out. Il faut noter que cette idée était en germe dans les discussions qui se sont produites le 6 avril ;

— ne pas reprendre du tout et continuer les actions en les élargissant.

DENAIN

Un mois après les affrontements, de nouvelles formes de lutte

Pour faire le point sur la situation à Denain, il faut remonter au 10 mars qui, incontestablement, a représenté un tournant dans la lutte. Le 10 mars, c'était la manifestation de protestation contre les violences policières des 6 et 7 mars, manifestation à l'occasion de laquelle le PC s'est livré à une grossière opération de récupération : l'unanimité qui marquait la lutte, et qui se manifestait par une unité, au moins en apparence, de l'intersyndicale, se brisait. La lutte contre les licenciements apparaissait comme traversée par des choix politiques. Cette situation nouvelle se manifeste par la rupture de fait du front intersyndical. Les actions, moins nombreuses que dans la période précédente, sont à l'initiative, sinon organisées, par un seul des syndicats : la CGT appelle seule au 23 mars à Paris, la CFDT organise la montée sur Dunkerque le 6 avril, même si la CGT s'y rallie formellement en dernière minute. Dans le même temps se fait jour, à la base, chez les sidérurgistes, une grande volonté d'unité, sur la base de propositions de lutte qui seraient efficaces. Cette volonté s'est exprimée une première fois par la lettre ouverte de ceux qui sont appelés *«expression de la base»*, dénonçant la récupération du PCF le 10 mars, dans la manifestation qui aurait dû être organisée à leurs yeux par les seuls syndicats, et dans l'unité. Cette volonté s'est exprimée une deuxième fois le 12 avril, par l'intervention d'une dizaine de sidérurgistes à l'intersyndicale, pour réclamer une unité, réelle et efficace. Enfin, confrontés à ces problèmes de choix dans l'orientation de la lutte, les sidérurgistes sont amenés à intervenir eux-mêmes, directement, en nombre de plus en plus grand. Déjà, courant février et début mars, lors des Assemblées Générales plus ou moins spontanées, à l'entrée de l'usine, qui précédaient le départ pour les actions, les travailleurs discutaient les choix des cibles de l'intersyndicale, mais sans les remettre fondamentalement en cause. Mais c'est surtout après le 10 mars, et plus encore après les prises de parole spontanées le 6 avril à Dunkerque, surtout sur les formes de lutte à mettre en œuvre, (cette situation fait dire à la CFDT de Denain : *«un nouveau syndicalisme est en train de naître»*) et après les très nombreux débats entre les travailleurs des usines sidérurgiques qu'a commencé à s'effectuer une rupture avec la vieille tradition des syndicats dans le Nord, où le délégué pense, sinon même parfois agit, à la place du travailleur.

D'autre part, à la suite de la riposte aux provocations policières, ayant conscience qu'un certain pallier était atteint, les gars de Denain ont été amenés à chercher de nouvelles formes d'action. D'abord, on a hésité à relancer les actions — les CRS étant toujours présents à ce jour au commissariat de Denain — par crainte que cela ne donne lieu à des affrontements que l'on ne maîtriserait pas. Ce qui explique le net tassement des actions menées depuis le 10 mars. Ensuite, on a cherché du nouveau. Bien sûr, les journées portes ouvertes : la première à l'initiative de la CFDT, qui connut un succès incontestable, la deuxième, organisée par l'intersyndicale, qui fut un début d'association de la population, après sa participation les 6 et 7 mars aux affrontements avec les CRS.

Pour envisager la suite de l'action sur Denain, il faut tenir compte aussi de l'effet démobilisateur qu'a le début d'impact des promesses sociales d'Etchégaray, auprès des travailleurs les plus âgés.

Puis ce fut la mise en œuvre d'une idée présente ici depuis longtemps : la montée sur Dunkerque et la rencontre avec les sidérurgistes des autres usines le 6 avril. Il semble qu'il se soit agi d'un nouveau tournant. D'autant que cette journée se situait au moment où les travailleurs des usines sidérurgiques performantes (Dunkerque et Fos) entraient en lutte, au moment où Etchegaray lâchait ses dernières mesures considérées ici par la CFDT comme *«un recul, mais pas une victoire»*. Non seulement parce qu'elle a permis à l'initiative des travailleurs de se manifester, non seulement parce qu'elle interroge les syndicalistes sur leur pratique, mais surtout parce qu'elle a fait avancer la conscience de l'unité d'intérêt de l'ensemble des sidérurgistes, et permis que commence à être battue en brèche l'idée selon laquelle, si on touche à la production, à Denain on fait le jeu d'Etchegaray, qui veut liquider l'usine. C'est ainsi qu'il faut interpréter la décision d'ouvrir à Denain aussi, à compter du 18 avril, une «Période sans acier».

Interview d'un militant CFDT d'Usinor-Denain

— Quel bilan est-il tiré du rassemblement du 6 avril à Dunkerque ?

C'ETAIT LA PREMIERE FOIS QUE LES TRAVAILLEURS PRENAIENT LA PAROLE

Venant de l'extérieur, sur le vif, le rassemblement a pu paraître très confus. Mais c'est la première fois que la parole a été donnée aux travailleurs, et qu'ils la prenaient. Les gars prenaient difficilement le micro, mais ils avaient du mal à le rendre, à le lâcher. Il y avait une très grande envie de s'exprimer. C'était la première fois que les travailleurs de Longwy, Sedan, Montataire, Dunkerque, Denain, se rencontraient, entre eux, sans intermédiaire. Ils ont pu échanger sur le mode d'action, discuter sur ce qui s'était fait. Ils ont pu connaître un peu mieux leurs usines chacun. Cela, c'était très, très positif. Si cela avait été mieux organisé, Etchegaray aurait eu chaud, parce qu'une action d'une telle ampleur, au niveau de la sidérurgie, c'est la première fois que ça se passe, en France. Quand on a entendu la réaction des gars au retour, et depuis, on a été surpris de voir ce qu'ils en tiraient. Là-bas, ça parlait dans tous les coins, tout le monde prenait le micro, mais malgré ça, on en parlait avec des syndicalistes CGT, ils disaient : *«Si Dunkerque se refaisait, maintenant, ce ne serait pas 2 500 gars qui y seraient, mais 25 000...»*. La belle manifestation à Paris, le 23, on n'en parlait plus trois jours après ; le 6, on en discute encore une semaine après.

Pourtant, dès le départ, les assises démarraient mal. Les délégués CGT allaient au haut fourneau, la veille : *«Il ne faut pas arrêter le haut fourneau, il faut marcher au ralenti, et à 9 h, il y aura un rassemblement»*, et ça, malgré l'accord. La démarche écrite allait dans le sens de Dunkerque, mais l'oral allait en sens inverse. Ainsi, beaucoup de gars qui avaient préparé la musette pour venir, sont restés sur le carreau, sous la pression des délégués CGT, au départ. Le prétexte était la fausse polémique : *«Vous n'avez pas été à Paris le 23, on n'ira pas à Dunkerque le 6»*. Alors, le résultat a été le premier aspect négatif : le nombre relativement faible de participants. Ensuite, à l'arrivée, on a été très embêté de l'accueil, qui ne devait pas se dérouler de cette façon là. L'ordre de déroulement prévu était d'abord d'arriver devant les grands bureaux, de faire des forums dans des stands, au Palais du Littoral. A partir de là, une synthèse devait être faite, puis un cortège symbolique devant les hauts fourneaux de Dunkerque... Retour à la salle, pour entendre la réponse d'Etchegaray, et à ce moment là, discussion des propositions d'action, à organiser après, en intersyndicale nationale. Le bilan, tiré sur le tas, d'ici, était négatif. Mais le premier jugement s'est très vite transformé lors du retour, les copains donnant leur impression sur Dunkerque, et ayant la volonté de faire quelque chose, ce qui nous a amené à bloquer l'autoroute plusieurs fois sur le chemin du retour à Denain.

— Qu'est-il sorti du 6 à Dunkerque ?

Suite à cela, la CFDT a lancé l'idée d'un rassemblement de tous les travailleurs d'Usinor Denain pour ce genre de forum. Il faudra passer avant, par un rassemblement des syndiqués et sympathisants CFDT. L'idée fait son chemin, puisque la CGT a organisé son assemblée. Les copains disaient cette nuit : *«il faut refaire un Dunkerque, qu'on puisse à nouveau s'exprimer, on a des choses à dire»*. C'est pour cela, je pense, qu'il faudra une Assemblée générale des travailleurs de Denain pour discuter, et qu'il en sorte un plan d'action. Est-ce que ce n'est pas une nouvelle forme de syndicalisme, où les copains ont trouvé le moyen de s'exprimer ? Le mythe du délégué, puissant, au-dessus des travailleurs, est plus ou moins tombé, et les gars prennent leur place et leurs responsabilités. Bien sûr, je ne souhaiterais pas que ce mouvement reste inorganisé, cela doit aussi se concrétiser par le renforcement de la syndicalisation.

UNE INTER-SYNDICALE PERMANENTE, AVEC DISPARITION DES SIGLES, SOUS CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS ?

A la dernière intersyndicale, des gars, syndiqués CGT, CFDT, et des non syndiqués, ont demandé : *«On ne vous dérange pas, mais on voudrait écouter ce que vous dites»*. Et puis, ils ont bien vite participé. On a jugé cela très positif. La position de la CFDT a été de demander que, tant que le maintien de la fonte et de l'acier à Denain ne serait pas acquis, premièrement, il y ait une Intersyndicale permanente, avec disparition des sigles syndicaux, que tout tract et banderole soit intersyndicale ; deuxièmement que les élections professionnelles, qui doivent avoir lieu en mai, soient repoussées, afin de ne pas donner lieu à toutes les divisions habituelles en cette période. A l'heure actuelle à la CFDT, on essaie de reprendre ce que disent les travailleurs. On fait le tour des ateliers, avant toute intersyndicale. Et quand on arrive en réunion, on répète ce que les gars disent, et la CGT nous répond : *«Les gars ne disent pas ça»*. Si on arrive à Denain à faire l'Assemblée générale des travailleurs, à établir un plan d'action sur cette base, l'Intersyndicale pourrait ensuite le reprendre à son compte et l'organiser. Le garant du fonctionnement de cette intersyndicale, c'est que l'initiative vienne des gars eux-mêmes. Ce serait une très bonne chose que les gars assistent aux intersyndicales. Il ne pourrait en ressortir que du positif. Et à partir du moment où on reprend ce qu'ils pensent, on ne peut que souhaiter qu'ils soient là.

«LE 18, C'EST 24 HEURES ET AUTRE CHOSE. POUR NOUS, L'IMPORTANT C'EST L'AUTRE CHOSE»

D'autre part, le 6 à Dunkerque a déjà provoqué une interfédérale pour proposer un plan d'action, freinage et blocage de la production d'acier à partir du 18. C'est à nous de savoir en profiter. Pour nous, il y a grève de 24 heures le 18, et les choses sérieuses commencent le 19. Ce n'est pas seulement une journée d'action, c'est 24 heures et autre chose. Et pour nous, l'important, c'est «l'autre chose». Et ça, les gars dans les ateliers y tiennent et ils ont demandé des engagements fermes de notre part. Si jamais l'intersyndicale ne le reprend pas à son compte pour l'usine, les secteurs des hauts fourneaux, agglo, et fours à chaux (agglo et fours à chaux sont les secteurs qui doivent fermer dès juillet 1979, en plus de la fonderie) feraient quelque chose dès vendredi, et après cela, ça fera boule de neige. Ce que l'on veut, c'est s'en prendre à la production.

— Quelle est aujourd'hui la situation à Denain ? Dunkerque et Fos ont-ils pris le relais de Denain ?

«IL EST GRAND TEMPS DE REPRENDRE LA SITUATION EN MAIN»

Les patrons voudraient bien que le stade de l'écœurement soit arrivé. Mais ils se trompent lourdement. Hier soir, la discussion avec les fondeurs, le secteur entretien thermique, électrique, prouve que les gars ne veulent pas en rester là : *«Il y a eu une accalmie, mais il est grand temps de reprendre les choses en main, et de refaire parler de Denain. Il y a eu la rallonge (mesures de licenciements retardées lors de la synthèse avec Etchegaray), il faut en profiter pour faire parler de nous»*.

«IL NE FAUT SURTOUT PAS LÂCHER LE CLIMAT ACTUEL DE DUNKERQUE, FOS ET MARDYCK !»

Un des débats qu'il y avait eu le 6 a porté sur la grève nationale de la sidérurgie. On peut être pour, car ça semble très efficace. Mais il faut se demander si on a les moyens de tenir le coup pendant 15 jours. Par contre, il peut y avoir une autre méthode, avec peu de perte de salaire : Fos une semaine, puis Denain une semaine, Dunkerque une semaine, Montataire une semaine, Longwy une semaine... Ce qui ferait un freinage de production étalé sur une longue période. Quand l'un arrête, les autres tournent sans pour cela faire la production qui manque. Est-ce que ça ne serait pas plus efficace qu'une grève nationale qui durerait 8 jours, et capoterait, faute de moyens ? Ce qu'il y a, c'est qu'il ne faut surtout pas lâcher le climat actuel de Dunkerque, Mardyck et Fos.

«LE FREINAGE DE LA PRODUCTION, IL FAUT L'ENVISAGER DANS TOUTES LES BOUTIQUES»

Il faut arriver à éviter le lock-out à tout prix, et ça demande une sacrée organisation. On a eu une expérience comme ça à Denain, une grève qu'on avait organisée à la turbine à gaz. Dès que les gars faisaient grève, ils étaient récupérés en sécurité. On avait bien organisé ça : ralentir différents secteurs, hauts fourneaux, trains à bande, alternativement. Quand la direction venait avec huissiers, pour mettre en place ses ingénieurs, on reprenait le travail, et on recommençait. Quand la direction en a eu marre, elle a cédé. Mais il faut une sacrée discipline. L'exemple de Longwy est pour cela très intéressant. S'ils fermaient l'oxygène, 24 heures après, tout était lock-outé. Mais non, ils ferment au compte gouttes. C'est ça le freinage de la production qu'il faut envisager dans toutes les boutiques. Il ne faut surtout pas lâcher l'ambiance de lutte qu'il y a aujourd'hui dans la sidérurgie.

LONGWY

Comment s'attaquer à la production ?

«Quelle lutte maintenant ?» titre le tract SOS-Emploi N° 22. Telle est en effet la question qui se pose à Longwy.

Pour quelqu'un qui a vécu les dernières semaines de mobilisation, les nombreuses actions et occupations diverses, l'opération télé SOS-emploi et les chaudes heures qui suivirent l'évacuation du relais par les flics, la différence saute aux yeux. Sans doute, y a-t-il eu des actions menées rondement ces derniers temps. A la tôlerie et au train-fil notamment. Mais enfin, on le sent bien, ce n'est plus la même chose. Flottement, peut-être ! Réflexion, c'est sûr !

Ici, au-delà des militants, tout le monde l'a bien compris : Si on veut les faire céder, il n'y a pas d'autre moyen que de les frapper où on peut leur faire mal, à la production. C'est justement là-dessus que ça réfléchit ; et les questions sont nombreuses : Comment on peut faire ? Grève illimitée, blocage des expéditions, ralentissement de la production.. Est-ce que l'on pourra tenir ?... Comment coordonner l'action avec les autres usines ?... Est-ce que tous les syndicats seront d'accord pour ce type d'actions ?

Le potentiel de lutte est quasiment intact ; les actions menées jusqu'à maintenant — par la forme qu'elles ont revêtue — n'ont pas trop entamé les possibilités de lutte des travailleurs. Mais il faudrait sans doute que des perspectives nettement tracées soient rapidement proposées aux sidérurgistes. Faute de quoi le risque existe d'un repli de certains travailleurs sur une solution individuelle comme la prime au licenciement volontaire de 5 millions, démagogiquement avancée par le gouvernement.

Les militants de l'UIS-CFDT de Longwy, conscients de cette situation, ont appelé les travailleurs à débattre. Pour de nouvelles propositions de lutte.

G.P.

TRACT SOS-EMPLOI N° 22

Le patronat déclare qu'il a assez discuté.

Le report de la date d'application des mesures est un recul, mais les problèmes de Longwy restent entiers. Au contraire, ils vont être aggravés quand les tractations entre Usinor et Cockerill seront annoncées pour Rehon.

Etchegarray déclare :

«Le volet industriel est fermé, il est urgent pour nous de discuter des mesures sociales. Cette négociation doit être achevée dans les meilleurs délais».

«Une réduction importante de nos effectifs s'avère inéluctable», «un reclassement hors de notre société doit être envisagé».

C'est clair : le patronat veut aller vite et frapper durement

Il tente de briser la lutte de l'intérieur, en particulier par la «prime à l'abandon de poste», les 5 millions.

Il faut la refuser pour deux raisons :

les travailleurs vont perdre leurs droits.

Des centaines d'emplois seront ainsi supprimés.

*Face à cette attitude patronale, **la résistance ouvrière** doit se poursuivre. Le rassemblement des sidérurgistes à Dunkerque voulu par la CFDT, s'est terminé dans la confusion. Rien n'est sorti de concret. Mais pour la première fois, des travailleurs syndiqués ou non de toutes les usines d'Usinor ont présenté leur point de vue sur la lutte.*

Pour la première fois, le problème de la coordination des luttes a été posé par les travailleurs eux-mêmes. Depuis, la lutte des sidérurgistes s'est amplifiée d'une manière considérable. Après Longwy et Denain, Fos et Dunkerque sont entrés dans l'action. Plus un seul kilo d'acier ne sort de ces deux usines.

Nos camarades se battent pour : 300 francs d'augmentation, les 35 heures, la 5e équipe.

Les syndicats CFDT et CGT se sont prononcés le 11 avril pour la coordination des luttes ; pour le blocage général de la production. Ces deux questions sont essentielles pour le succès de notre lutte.

Les travailleurs doivent engager le débat dans chaque chantier sur ce qu'ils pensent qu'il serait bon de faire ensemble.

Longwy, le 12 avril

NANTES LA ROUGE

De notre correspondant à Nantes

«Nantes la rouge», en référence aux violents affrontements de 1955 où la métallurgie nantaise avec «ceux» de Saint-Nazaire, exigeant des augmentations de salaire, paiera lourd le prix de la victoire (plusieurs jours d'émeute ouvrière, 1 mort, des dizaines de blessés), en référence aussi à la Commune de Nantes, instituée en 68 avec le Comité Fédéral de grève, avec le mot d'ordre «place ou peuple» des paysans nantais.

Des traditions de lutte importantes, toujours vivantes, qui tiennent à son histoire, à son développement.

Des négriers, à l'aménagement de la Basse-Loire

C'est avec le commerce des esclaves que Nantes prit véritablement son essor. La vieille aristocratie nantaise, c'est celle des négriers, celle qui a fait de Nantes une plaque tournante du triangle Afrique-Europe-Amérique, ce sinistre triangle qui fournissait la main-d'œuvre noire pour le développement de l'Amérique. Tout le long des quais de la fosse, les grandes bâtisses bourgeoises témoignent de ce passé, bâtisses aujourd'hui abandonnées par la nouvelle bourgeoisie, qui s'est établie le long de l'Erdre, affluent de la Loire.

Tout naturellement, Nantes s'est alors développée dans le domaine de la construction navale, ces négriers estimant plus profitable de construire leur propre navire et préparant, aussi, déjà leur future reconversion.

Ateliers et chantiers de Bretagne (ACB), Chantier Naval Dubigeon sont les premières grandes industries de Nantes qui développeront très vite une classe ouvrière très qualifiée, fière de son travail parce que très difficile et très spectaculaire. Aujourd'hui encore, chaque lancement de navire, en plein centre ville, constitue aux attractions. Autour des chantiers navals, se constituera toute la métallurgie nantaise, sous-traitante de la navale. Brissoneau et Lotz-Marine, par exemple, même s'il se reconvertit aujourd'hui dans le nucléaire, la Nantaise de fonderie qui fournira les hélices, entre autres.

Ville maraichère à cause du climat, les conserveries sont devenues la deuxième industrie nantaise par leur importance. Saupiquet, Cassegrain et plus généralement l'alimentation, avec les biscuiteries LU, BN (Biscuiteries Nantaise), la sucrerie Say, devenue Beghin-Say. Les forges de Basse-Indre (banlieue de Nantes), JJ. Carnaud fournissant le fer blanc et les boîtes de conserves pour toute l'alimentation nantaise.

Dans les années 60, en décidant de faire de l'axe Nantes-Saint-Nazaire, avec entre ces deux points, la Basse Loire, la métropole de l'Ouest, une nouvelle industrialisation va se développer. De nombreuses petites boîtes, employant principalement des jeunes vont s'installer à Nantes : Watterman, Chantelle, Frigécrème, CPIO, CMT, Ericson. A côté, le secteur tertiaire, pour la décentralisation de grandes administrations, va occuper une place toujours plus importante.

Une histoire syndicale particulière

Le syndicalisme chrétien a toujours eu à Nantes une implantation massive. La vieille CFTC permettant ainsi que dès 64 la CFDT traite quasiment d'égal à égal avec la CGT. Mais c'est aussi l'anarcho-syndicalisme, ce que certains appelleront le syndicalisme d'action directe, qui influencera longtemps les luttes à Nantes. La CNT, il n'y a pas si longtemps encore, avait une section importante ici. Plus originale encore, est l'implantation ouvrière qu'a eue de nombreuses années FO. Aujourd'hui encore, à la SNIAS-Bouguenais (Nantes), FO a une implantation massive. Cette histoire syndicale, fera que le PC n'aura jamais de rôle hégémonique dans la région. Avant mars 1978, dans toute la Loire-Atlantique, le seul élu PC était un conseiller général. Aujourd'hui encore, le PC n'a pas de députés, même si son influence électorale s'est développée à la faveur du mouvement au plan national. C'est le PS qui en retire les fruits principaux, la mairie de Nantes lui étant revenue en 1978.

La Navale : sortir de l'attente !

Aujourd'hui tous les regards sont tournés, ici, vers la Navale. C'est au autre de toutes les préoccupations, de tous les débats.

Si la réalité du chômage est déjà grande à Nantes (26 000 chômeurs, la Loire-Atlantique est un des 4 grands points de chômage en France), il ne s'est pas développé par des licenciements massifs, comme en Lorraine, ou à Marseille. Ce sont de très nombreuses petites boîtes qui ont fermé. C'est le blocage de l'embauche ailleurs, le non-renouvellement des effectifs qui ont developpé le chômage. Les premiers grands licenciements, c'est Brissoneau qui les a inaugurés il y a peu de temps.

Mais pour tout dire, ce qui renforce encore plus la colère, c'est la restructuration de la Navale, à cause des effectifs qu'elle emploie directement, de toute la métallurgie qui en dépend directement. Après la sidérurgie en Lorraine, l'electronique en Bretagne et la Navale à Nantes ? Nantes, futur Longwy, futur Denain ?

Le seul chantier naval de Rivière

Quand on lance un bateau à Nantes, ou bien c'est un petit bateau, au bien il faut d'abord le couper en deux et raccorder les 2 morceaux après, dans l'eau. C'est que Dubigeon, un des 5 grands chantiers de France, est le seul chantier de rivière. Ce qui limite d'autant ses capacités de construction, limites imposées par la largeur de la Loire. Car-Ferry, bateaux pour les transports chimiques, ou sous-marins nucléaires pour... L'Afrique du Sud, ce sont quasiment les seuls navires que Dubigeon peut construire. C'est clair, pour la bourgeoisie, Dubigeon est condamné. D'ailleurs la vétusté, le manque d'entretien voulus du chantier le prouvent largement. Cette année, c'est tout un quai de Dubigeon qui s'est tout simplement effrondré !

Chaque année, le suspens est soigneusement entretenu par le gouvernement, les patrons pour savoir si Dubigeon va décrocher un contrat. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que après la sidérurgie, les patrons se concentrent sur la restructuration de la Navale ?

Les intérimaires déjà...

En fait les licenciements à Dubigeon ont déjà commencé. Près de 1 000 intérimaires ont été poliment remerciés. Jouant à plein sur la division effective entre intérimaires et ouvriers fixes de Dubigeon, que les syndicats ont contribué à laisser se développer, les patrons ont pas mal dégraissé sans véritable riposte. Aujourd'hui encore, pas moins de 30 boîtes intérim travaillent sur le chantier. Dû en partie à la spécificité des travaux à faire sur certains navires, mais surtout résultat d'une politique patronale de division très consciente.

Une réalité contradictoire

Mais à l'échelle de la ville, la crise a produit également ses divisions. Certaines entreprises embauchent aujourd'hui ou vont embaucher : la SERCEL, ou la SNIA, avec les commandes de l'Airbus, fait en partie à Nantes, en sont 2 exemples. Le nucléaire, également, a amené certaines usines à se reconvertir, comme les ACB, ou une partie de Brissoneau. La presse organise consciencieusement d'ailleurs, le chantage à l'emploi sur le nucléaire, en n'arrêtant pas de ressasser les implantations d'usines nouvelles que nécessiterait la constrution de la centrale du Pellerin. Face aux 26 000 chômeurs d'aujourd'hui à Nantes, à l'avenir de la Navale, que peuvent signifier le millier, maximum d'emplois que créerait la centrale et pour combien de temps, de toute façon ?

Dépasser les échecs

Si des luttes sont allées à la victoire ces dernières années, notamment à Laving-Glaces, l'échec de la dernière grande lutte à Dubigeon pèse encore lourd.

En septembre 1977, 2 mois de grève pour rien. Au départ, sur un problème de pointeuses, le conflit s'était vite élargi à la question de l'avenir de la Navale. Pendant 2 mois, PS et PC utiliseront à plein le conflit par syndicats interposés pour tenter de faire passer leurs propositions sur la Navale. De la nationalisation pour le PC à la reconversion et diversification pour le PS, c'était en fait la main-mise sur la lutte, le refus de l'élargir avant les échéances de mars 1978 qui étaient en jeu. Aujourd'hui encore, des travailleurs de Dubigeon subissent les conséquences de ces 2 mois de lutte pour rien !

Une situation qui change

En même temps que les sidérurgistes dans le Nord et en Lorraine passaient à l'offensive, à Nantes s'est amorcé un nouveau redémarrage. C'est que la solidarité ouvrière ici aussi, a la vie dure. Face à la répression dont étaient victimes les Brissoneaux, les métallos nantais se mobilisaient en masse, faisaient reculer le préfet. Les affrontements violents du 8 février, la riposte massive le lendemain même, l'attaque de la Chambre patronale par des travailleurs de Brissoneau montrent que, sous l'impulsion des sidérurgistes, l'aspiration à des actions efficaces, existe, les divisions commencent à être surmontées. Sortir de la situation d'attente dans laquelle la bourgeoisie essaie de maintenir les travailleurs de la Navale, profiter de la mobilisation des sidérurgistes pour réclamer «pas un seul licenciement» dans la Navale, faire pièce au chantage à l'emploi développé avec le nucleaire, la voie de l'offensive est tracée.

DES LUTTES IMPORTANTES A LA CAMPAGNE

Autour de Paysans-Travailleurs et de la FDSEA de Loire-Atlantique, exclue dernièrement de la FNSEA, les luttes à la campagne se sont fortement développées.

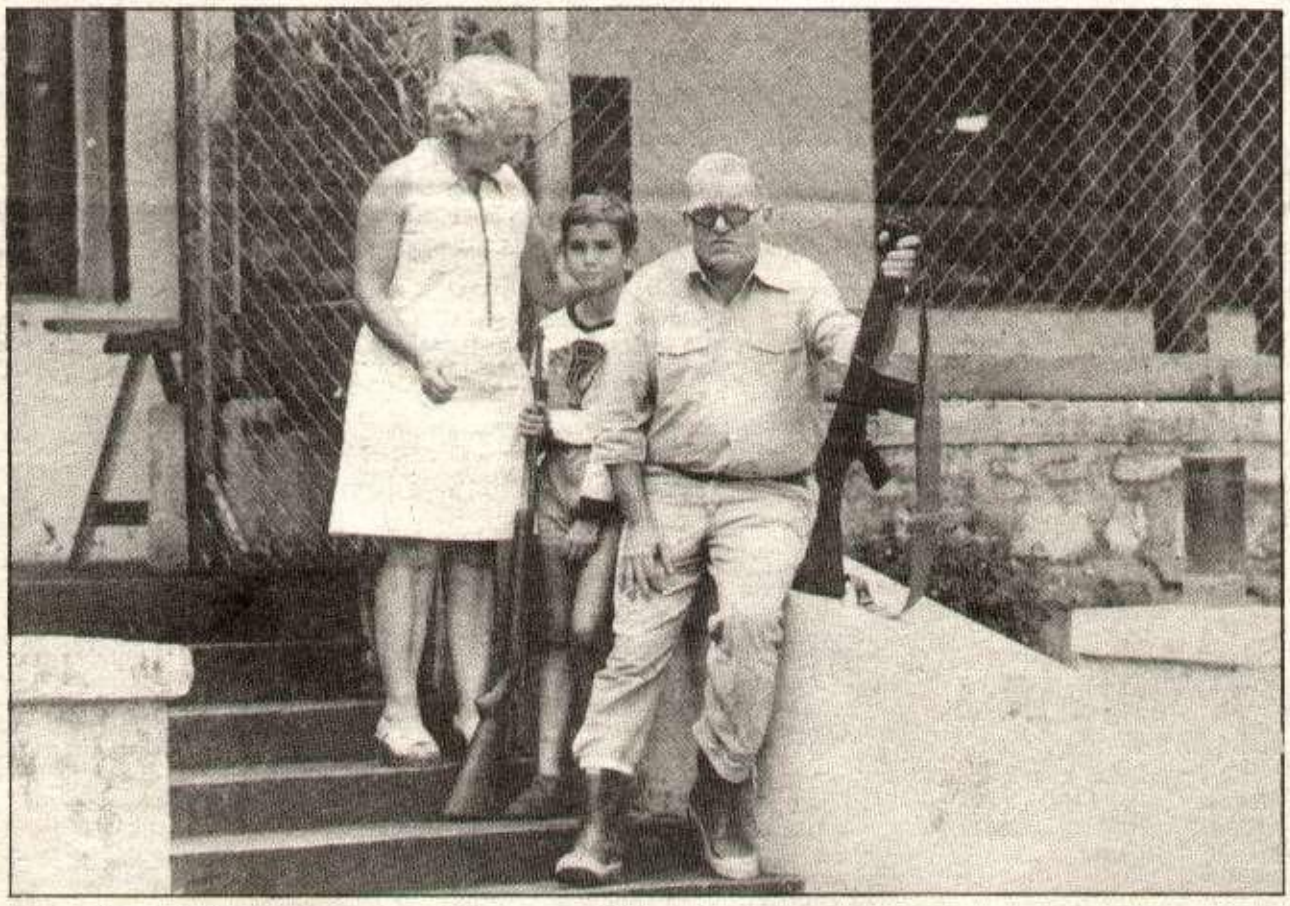
De la guerre du lait, à la lutte contre les expropriations, contre les cumulards en passant par la bataille de la viande, où de nombreux camions étaient déchargés en pleine nuit, l'expérience des paysans de la région contre la politique du gouvernement, contre le piège de l'élevage intégré, est importante. En 1977, la lutte pour la réintégration des Pellerin à Mésanger (Loire-Atlantique), remportait une victoire définitive. Victoire importante, puisque c'est la première en France qui oblige un propriètaire qui avait repris son exploitation à son fermier, à la quitter. C'est la première fois, en France, que le statut du fermage, existant depuis 32 ans, est appliqué.

A PLUSIEURS REPRISES, UNITE OUVRIERS-PAYSANS

En 1968, à Nantes, était mis en place un Comité Central de grève, regroupant les syndicats, des travailleurs, et, fait important, des paysans. La vente directe dans les quartiers, de légumes et viandes en mai 68, réglée par le Comité Central de grève, étant prise en main directement par les paysans.

A plusieurs manifestations à Nantes, les paysans participaient massivement avec leur tracteur, portant la banderole «Place au Peuple». Dans de très nombreuses luttes, (Dubigeon, CMT, Saunier-Duval...), des ventes directes de légumes et viandes sont organisées qui permettent qu'un échange de point de vue entre ouvriers et paysans se développe.

ZIMBABWE : LE PEUPLE NE VOTERA PAS UN FUSIIL DANS LE DOS !



Les racistes prêts à tout pour sauvegarder l'apparence de leurs «élections».

Les élections qu'organise actuellement le régime raciste de Rhodésie ne sont qu'une continuation de la mystification du «règlement interne» que Smith a mise sur pied en mars 1978 quand il a instauré un soi-disant «gouvernement provisoire» avec ses ministres fantoches Muzorewa, Sithole et Chirau.

Depuis un an, rien n'a changé en Rhodésie : l'armée raciste, incapable de contrôler la plus grande partie du territoire, continue à massacrer et à terroriser la population qui soutient le Front patriotique. Elle essaie maintenant de l'affirmer en empêchant tout ravitaillement, en détruisant les récoltes, en empoisonnant les puits, en pratiquant une politique de la terre brûlée. L'armée de Smith est aidée dans ces sinistres besognes par les «armées privées» des ministres fantoches.

Ce qui a changé en un an, c'est que par la modification de certaines lois, la ségrégation raciale a été remplacée par une ségrégation par l'argent. Certains bourgeois africains pourront donc partager quelques privilèges des colons racistes. Au nom du «gouvernement multiracial», le régime de Smith a également organisé la conscription des Noirs pour tenter d'africaniser la guerre, pour utiliser de jeunes Zimbabweens comme chair à canon contre la guérilla du Front patriotique. Mais la grande majorité a refusé de se rendre dans les casernes et le flux des jeunes qui rejoignent la guérilla s'est amplifié.

UNE LOI ELECTORALE RACISTE

Les élections qu'organise Smith se font dans un pays en guerre, où la majorité du territoire est sous la loi martiale, avec un couvre-feu allant jusqu'à 16 heures sur 24. Chaque urne sera sous la protection de l'armée raciste. La loi électorale qui va être appliquée est basée sur le racisme. En effet, la minorité blanche se voit attribuer d'office, par un vote séparé, 28 sièges contre 72 à la majorité africaine. Toute une série de dispositions dans la constitution du régime fantoche permet aux députés blancs de constituer une minorité de blocage empêchant toute réforme véritable du système économique et social qui garantit leurs privilèges.

Ces élections ont été dénoncées par le Front patriotique du Zimbabwe et par l'O.U.A. Le Conseil de sécurité de l'ONU a refusé de les reconnaître et d'y envoyer des observateurs. Les USA demandaient à Smith de trouver une solution plus crédible en associant à son règlement interne certaines fractions du Front patriotique pour affaiblir et diviser celui-ci. La Grande-Bretagne a suivi la position américaine. Cependant la dirigeante conservatrice Thatcher, qui a quelques chances d'arriver au pouvoir le mois prochain, s'est engagée à reconnaître le régime de Smith, Muzorewa et Cie.

De ce fait, ces élections ne sont pas qu'une farce et constituent un véritable danger pour le peuple du Zimbabwe. Si Smith peut se prévaloir d'une certaine réussite, et de l'appui des Occidentaux, il peut obtenir la levée des sanctions économiques, mettre en avant un personnel gouvernemental noir, africaniser la guerre pour essayer de transformer la lutte de libération en guerre civile.

DES URNES BIEN PROTEGEES

Le régime rhodésien a pris des mesures extraordinaires pour tenter de mener à bien cette opération. La semaine dernière, tous les colons blancs sont allés voter. Ils seront disponibles, tous sans exception, pour aller «protéger» les urnes dans les régions habitées par les Noirs : les colons sont mobilisés pendant cette période de 18 à 59 ans, y compris ceux qui ont des fonctions ou des charges de famille qui les dispensent d'habitude des périodes militaires.

L'ARMEE DE LIBERATION AUX COTES DU PEUPLE

Face à cette offensive d'intimidation qui accompagne les élections, le mouvement de libération va se donner les moyens d'y faire échec. Dans une interview accordée au journal mozambicain *Tempo*, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU a exposé la tactique de son organisation. La ZANU va mobiliser politiquement les masses pour qu'elles boycottent ces élections. Cette campagne sera en fait une occasion d'élever le niveau de conscience politique du peuple. Les forces de la ZANU vont tout mettre en œuvre pour protéger la population contre le quadrillage de l'armée raciste, destiné à la forcer à voter. Les forces populaires encercleront donc l'ennemi, prêtes à intervenir si celui-ci brutalise le peuple. En même temps, l'armée populaire va intensifier ses opérations sur l'ensemble du territoire pour empêcher l'armée raciste de se concentrer dans les endroits où l'on vote.

Ainsi, le mouvement de libération ne se contente pas de lancer un appel général au boycott. Il accompagne cet appel d'une mobilisation politique et se trouve aux côtés du peuple de Zimbabwe pour résister.

J.P. CHAMPAGNY

• Eruption volcanique à la Jamaique

Samedi dernier, le volcan de la Soufrière (ne pas confondre avec celui de la Guadeloupe) entrait en éruption. Situé sur une île des Caraïbes, l'île de Saint-Vincent, les autorités de la Jamaïque ont décidé de faire évacuer 15 000 de ses habitants et ont proclamé l'état d'alerte. Deux fillettes sont mortes de suffocation à la suite de cette éruption. Des chutes de cendres ont été signalées à plus de 160 kilomètres du lieu où sévit le volcan.

En 1902, lors d'un précédent réveil, le volcan avait fait 1 500 morts.

• «Jour de la Patrie basque» : immenses manifestations

Plus de 200 000 personnes ont manifesté, dimanche 15 avril, à l'occasion du Jour de la Patrie Basque, à Bilbao, Saint-Sébastien, Pampelune et Vitoria. La seule manifestation de Bilbao a réuni 100 000 personnes, autour du PNV (parti nationaliste basque), mais aussi d'Herri Batasuna, la coalition qui soutient ETA. De nombreux slogans s'en sont pris au gouvernement français, qui livre à la police espagnole les militants basques arrêtés en France. On a ainsi pu entendre *«Giscard, fasciste, nous t'avons mis sur la liste»*, ou encore *«Suarez-Giscard, gouvernements terroristes»*. Officiellement, le mot d'ordre des manifestations était *«Euzkadi pour son autogouvernement !»*. Cependant, les mots d'ordre de soutien à ETA ont été nombreux, et on a même vu dans les rangs du PNV des banderoles favorables à l'indépendance. A Saint-Sébastien comme à Pampelune, la plus grande partie du cortège scandait les mots d'ordre d'Herri Batasuna.

Le jour de la Patrie Basque, «Aberri eguna», a été créé en 1932. Sous le franquisme, il a toujours été marqué par des manifestations massives de résistance. Aujourd'hui, le peuple basque souligne avec force son attachement à la patrie basque.

• Afghanistan : 100 conseillers militaires soviétiques tués dans les combats avec les rebelles musulmans

Selon le journal américain *New York Times* une centaine de conseillers militaires soviétiques auraient été tués depuis le début des combats qui opposent les rebelles musulmans au pouvoir central. Une part de plus en plus importante des 1 000 conseillers militaires soviétiques présents dans le pays participe directement aux combats : pilotant des hélicoptères ou des avions, ou dirigeant les tirs d'artillerie. Lors des récents combats dans la ville d'Herat, 16 civils soviétiques auraient été tués par les insurgés. La visite, il y a dix jours, d'un responsable militaire soviétique de haut rang, le général Yepishev, indique la gravité de la situation en Afghanistan.

• Le porte-avions soviétique *Minsk* patrouille dans l'Océan Indien

Pour la première fois, la marine soviétique envoie dans l'Océan Indien un de ses plus gros bâtiments : le porte-avions *Minsk*, accompagné de deux croiseurs lance-missiles. Le Minsk a participé aux manœuvres *«de printemps»* de la flotte soviétique, qui ont réuni 24 bâtiments de surface, et de nombreux sous-marins dans l'Océan Atlantique, sur le thème de la lutte anti-sous-marine. Vingt-quatre navires soviétiques sont actuellement dans l'Océan Indien, la marine américaine en compte 11 dans le même périmètre.

• Yemen du Nord : les Etats-Unis estiment que le gouvernement ne tiendra pas plus de six mois

Les Etats-Unis n'accordent plus grand crédit au gouvernement du Yemen du Nord, assiégé par un fort mouvement d'opposition intérieure et par une intervention extérieure du Yemen du Nord. Bien que la situation soit calme actuellement, après la médiation menée par la Ligue arabe entre les deux Yemen, les Américains estiment que le président du Yemen du Nord, Saleh, ne pourra tenir la situation en main plus de 6 mois. Après les revers qu'ils ont subis en Iran, les Etats-Unis craignent de voir passer dans d'autres mains les chasseurs F 105 et les 60 tanks qu'ils viennent de livrer au Yemen du Nord.

Contre les élections rhodésiennes truquées

Robert Mugabe - Front patriotique -

«NOUS VOULONS TOUT LE POUVOIR ET NOUS L'AURONS»

Alors que le régime raciste rhodésien organise des élections truquées sous la menace des armes, le Front patriotique, qui contrôle politiquement 85 % du territoire du Zimbabwe, organise le boycott et la résistance contre le quadrillage du pays mis en place par les racistes à l'occasion des élections.

Avec cette mystification électorale, le régime illégal de Smith va tenter d'obtenir une reconnaissance internationale et la levée des sanctions économiques dont il est l'objet. Les manœuvres qu'il va tenter avec la complicité des impérialistes occidentaux n'empêcheront pas que le contrôle du pays et le pouvoir lui échappent. L'année dernière a été pour la ZANU, composante du Front patriotique, «l'année du peuple», année de mobilisation politique du peuple et de grandes victoires sur l'ennemi raciste. Dans les textes que nous publions ici, Robert Mugabe, président de la ZANU, fixe les tâches du mouvement de libération pour 1979.

Combattants de la ZANU

Que la fureur du peuple éclate

Dans son message au peuple du Zimbabwe pour l'année 19·9, le président de la ZANU Robert Mugabe fait le point des victoires remportées par le Parti, l'armée et le peuple en 19·8. Pendant l'année dernière, baptisée «année du peuple», le mouvement de libération a multiplié les attaques contre l'armée raciste et lui a infligé de nombreuses défaites. Il a élargi et consolidé les zones libérées et a construit un pouvoir populaire permettant aux masses populaires de s'administrer elles-mêmes après avoir détruit le pouvoir raciste. Politiquement, le mouvement de libération, en accord avec le peuple a déjoué tous les complots de Smith et des impérialistes.

En ce qui concerne 1979, «année de la tempête populaire», il fixe ainsi les tâches de la ZANU, de son armée populaire et du peuple du Zimbabwe.

«A propos de l'état actuel des propositions anglo-américaines, émasculées et sans aucun rapport avec nos aspirations, nous avons soutenu que les Britanniques et leurs partenaires américains sont complices avec le régime Smith d'avoir détruit précisément les aspects qui à l'origine nous semblaient positifs comme base de discussion. Nous ne pouvons, par conséquent, accepter aucune conférence constitutionnelle avec les Britanniques à moins qu'une base acceptable ne soit donnée avec des conditions préalables précises prévoyant, et reconnaissant, notre mouvement et ses forces comme unique autorité légitime devant prendre le pouvoir.

Nous ne **pourrons jamais** accepter une combinaison politique qui neutraliserait notre position présente en tant que force politique et militaire à l'intérieur du pays. Qu'on sache bien qu'à l'heure actuelle, nous administrons une partie du territoire beaucoup plus vaste et beaucoup plus peuplée que le régime de Smith. Nous sommes réellement le gouvernement de facto du pays. Nous ne pouvons, par conséquent, saper notre prépondérance qui est une réalité, en acceptant une mariage politique illégitime avec des éléments réactionnaires rejetés depuis longtemps par les masses. Nous voulons tout le pouvoir. Et nous l'aurons.

SUR CHAQUE METRE CARRE DE NOTRE TERRITOIRE

Notre principal objectif révolutionnaire pour cette année doit être de mettre totalement en échec ce régime devenu fou et d'instaurer le pouvoir populaire sur chaque mètre carré de notre territoire sacré. Nous en finirons ainsi avec la cruauté du régime de Smith. Nous confions aux forces de la ZANLA et à tous les militants de la ZANU les tâches suivantes :

— 1 - Les zones libérées consolidées doivent être bien défendues et il faut que le peuple y soit bien protégé de l'ennemi grâce à la création en son sein de milices populaires ;

— 2 - Les zones semi-libérées doivent le devenir complètement ;

— 3 - La guerre de libération doit s'étendre à tous les coins du pays, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud ;

4 - Les bases ennemies encore en place doivent être balayées ou neutralisées. Chacun doit faire preuve de plus d'audace, prendre des risques et faire des sacrifices ;

— 5 - Les cibles économiques doivent être plus nombreuses et être attaquées plus massivement grâce à des stratégies synchronisées bien combinées. Que les propriétés des colons soient écrasées sur place ;

— 6 - Les «sanctuaires» des colons, c'est-à-dire les villes, doivent être attaquées beaucoup plus en 1979 qu'en 1978. Faisons de chacune un enfer pour l'ennemi ;

— 7 - Les fermes encore exploitées par des colons indésirables doivent être complètement nettoyées de l'ennemi et transformées en terres du peuple ;

— 8 - Il doit y avoir une complète identité entre le parti et le peuple et le peuple doit jouer dans les programmes d'action un rôle encore plus grand que l'an passé ;

— 9 - Nos programmes d'autosuffisance dans les domaines de la production, de la construction, de l'éducation et de la culture, de l'hygiène et de la santé doivent être poursuivis et continuer de se faire sur une base collective ;

— 10 - Nos programmes de politisation dans les zones libérées, semi-libérées ou contestées doivent s'intensifier de telle sorte que la base politique de notre lutte armée soit clairement comprise par les masses et nos buts politiques appréciés à leur juste valeur ;

— 11 - Nos forces de la ZANLA doivent continuer à s'accroître considérablement en nombre et la qualité de leur entraînement doit également s'accroître .

QUE LA FUREUR DU PEUPLE ECLATE...

Notre guerre s'est transformée en une guerre du peuple. Démontrons donc cette année quelle est la force de la guerre du peuple. Que la fureur du peuple éclate en une tempête révolutionnaire qui va se déchaîner pour balayer complètement l'ennemi de notre terre. Que chaque ville des colons, chaque village, chaque foyer ou ferme de l'ennemi, chaque poste, chaque recoin ou cachette soit frappé par la fureur de la tempête révolutionnaire.

La tempête révolutionnaire doit venir avec le tonnerre, la lourde pluie et d'irrésistibles rafales de vent qui font dévaster les forteresses de l'ennemi. Appelons donc cette année l'année de la Tempête révolutionnaire. Passons donc de l'année du peuple à celle de la Tempête révolutionnaire et que cette tempête nous mène tout droit à la victoire et à la création d'une nation fondée sur le pouvoir populaire. Le peuple est le pouvoir, le peuple est une tempête révolutionnaire !

(Extraits)
Traduction QdP

A propos de l'unité du Front patriotique

Le mouvement de libération du Zimbabwe comprend deux organisations distinctes, réunies dans le Front patriotique : la ZANU et la ZAPU. Le Front patriotique est un organisme de concertation et de coordination : c'est en tant que Front que les deux organisations s'expriment d'une même voix dans les instances internationales. Mais chaque organisation a ses structures propres et ses opérations militaires distinctes.

La ZANU, dirigée par Robert Mugabe, en particulier depuis 1976, a joué un rôle de premier plan dans la lutte de libération. L'armée de la ZANU, la ZANLA, a établi des zones libérées dans l'ensemble du pays et contrôle 85 % du pays. La ZANU se réclame des principes de la guerre populaire. Elle a pour mot d'ordre : «Nous serons nos propres libérateurs».

La ZAPU, dirigée par Nkomo, a des liens anciens avec l'URSS. Ses forces sont concentrées en Angola et surtout en Zambie. Ne disposant sans doute pas de bases et de zones libérées sur le territoire du Zimbabwe, l'armée de la ZAPU effectue des opérations principalement dans le Nord-Est du pays.

La persistance de la division du mouvement de libération du Zimbabwe a donné lieu à beaucoup de spéculations. Beaucoup d'observateurs estiment qu'en cas de victoire, un affrontement entre les deux mouvements était inévitable, entraînant une situation à l'angolaise. En août 1978, la rencontre secrète de Nkomo avec Smith a rendu cette question encore plus brûlante. Dans une interview accordée en octobre 1978 au *London Observer*, Robert Mugabe fait le point sur la question de l'unité.

«Nous discutons constamment de nos relations au sein du Front Patriotique, et il y a une chose sur laquelle nous nous sommes mis d'accord, c'est d'unifier nos deux partis dès que nous rentrerons au pays et de nous présenter aux élections unis sur une seule liste. Quand nous disons cela, nous ZANU, nous sommes sincères. Nous voudrions une unité partant de la base. Si dans une région il y a une section de la ZANU et de la ZAPU, les deux doivent être unifiées et la base doit choisir un nouvel exécutif, et ainsi de suite dans tout le pays : au niveau du district, des provinces, et puis ensuite au Congrès. Il faut réunifier les gens qui sont membres des deux partis, et cela on ne peut pas le faire au Mozambique ou en Zambie. On ne peut le faire qu'au Zimbabwe. Et une fois que ce sera fait, nous ne voyons pas la possibilité d'existence de deux armées. Nous pensons qu'il y aurait une armée unique, et nous comptons bien que cela éliminera ce que d'autres redoutent comme une possibilité de guerre civile.

Nous avons créé un comité de coordination dans le Front Patriotique, qui se réunit de temps en temps pour faire le point sur la situation politique, mais aussi sur nos relations et sur la possibilité de nous rapprocher et de travailler davantage dans l'unité.. Nous avons eu une recommandation faite par le comité qui en était chargé. Il recommandait de travailler à la base, en partant de stages d'entraînement communs, en amenant nos cadres à travailler ensemble. Il fallait ensuite procéder à l'instauration d'un commandement commun et organiser des opérations communes.

C'est la base théorique que nous avons acceptée, mais la pratique reste à venir. Nous avons eu des divergences. La position de la ZANU est celle que je viens d'exprimer, c'est-à-dire une unification politique à un stade ultérieur, quand nous serons tous rentrés au pays avec le peuple. Le point de vue de la ZAPU est que nous pourrions commencer par unifier nos partis ici (en Zambie et au Mozambique, où se trouvent les directions des organisations NDLR) et ensuite unifier les deux armées. Alors que nous pensons qu'on ne peut pas unifier les deux partis à l'extérieur. Il faut commencer par unifier les deux armées, et de toute façon il y a une obligation qui nous est imposée par le peuple, c'est de mener à bien la guerre de libération... C'est pourquoi il est nécessaire d'unifier nos forces militaires pour pouvoir combattre plus efficacement. Tel est notre point de vue, mais nous ne sommes pas encore parvenus à un accord».

Traduction QdP

IL Y A QUATRE ANS, PHNOM PENH ETAIT LIBERE DE LA DOMINATION AMERICAINE

Il y a quatre ans, le 17 avril 1975, les forces armées populaires libéraient Phnom Penh, la capitale du Kampuchéa, au terme de cinq années de combats héroïques contre l'impérialisme américain.

Cinq années plus tôt, les Etats-Unis, agissant par le biais de la CIA, avaient fomenté le coup d'État du 16 mars 70, pour renverser le gouvernement indépendant et neutraliste de Norodom Sihanouk, et mettre à sa place une clique fantoche, dirigée par Lon Nol. Ce coup d'Etat s'inscrivait dans la stratégie indochinoise de Washington qui entendait anéantir le précieux soutien que représentait le Kampuchea pour la lutte du peuple vietnamien, et assurer par là sa domination sur les trois peuples, du Vietnam, du Laos, et du Kampuchea. Aussi, la libération de Phnom Penh, en avril 75, deux semaines avant la défaite des Américains à Saïgon, fut-elle une victoire d'une portée qui dépassait largement les frontières du Cambodge, et qui, avec les victoires des peuples des autres pays d'Indochine marquait un recul considérable de l'impérialisme américain.

FACE A LA BARBARIE AMERICAINE

Durant les cinq années qui précédèrent la libération de Phnom-Penh, le peuple du Kampuchea dut faire face à une politique d'anéantissement systématique menée par les Etats-Unis. Ceux-ci, enrôlant les troupes fantoches saïgonnaises, lancèrent contre le Kampuchéa un corps expéditionnaire de plus de 100 000 hommes et une gigantesque armada aérienne, avec lesquels ils mirent le pays à feu et à sang, essayant de réduire à néant l'immense système d'irrigation construit durant des siècles grâce aux efforts persévérants des paysans. Sans doute, le point culminant de cette agression fut-il atteint dans les premiers mois de 73, lorsque les Etats-Unis, ayant signé avec les représentants vietnamiens les accords de Paris, ils reportèrent contre le seul Kampuchéa, toute leur armada aérienne d'Indochine, et notamment, les B 52 qui, de janvier à août 73, allaient déverser chaque mois sur le Kampuchea une quantité de bombes équivalant, en puissance de destruction, à sept fois la bombe d'Hiroshima.

UNE LIGNE DE CONDUITE INDEPENDANTE

Face à un tel déchaînement de moyens de destruction et d'extermination, qui devait faire près d'un million de morts parmi un peuple de huit millions d'habitants, seule la mise en œuvre de la guerre populaire selon une ligne de conduite parfaitement indépendante, allait permettre au peuple du Kampuchea de résister et d'imposer l'indépendance de son pays.

Sous la direction du parti communiste du Kampuchéa, qui avait vu le jour en 1960, un vaste front uni allait rassembler, dès le lendemain du coup d'État pro-US, toutes les énergies patriotiques du pays, dans le cadre du FUNK, à la formation duquel Sihanouk, réfugié à Pékin, avait aussitôt appelé. Les forces armées de libération, dans ce cadre, allaient rapidement être mises sur pied et se développer. Celles-ci remportèrent en un temps très court des succès décisifs, s'appuyant sur toute une expérience de luttes armées et de luttes politiques engagées dans les années 1960 contre les tentatives continues des Américains de prendre le contrôle du pays. Le fait que, dès la fin 1973, 90 % du territoire du Kampuchéa aient pu être libérés, ne s'explique que par la mise en œuvre d'une telle politique. Lorsqu'à la mi-

Des soldats de l'armée révolutionnaire du Kampuchéa démocratique engagés dans des actions d'encerclement des positions vietnamiennes, dans la région du lac Tonlé Sap, à l'Ouest du Kampuchéa

avril 1975, les derniers représentants de l'impérialisme américain durent s'enfuir de Phnom-Penh, la ville bastion des agresseurs était complètement encerclée depuis des mois, isolée de l'artère vitale du Mékong, que l'artillerie des forces de libération interdisait aux convois américains.

L'EXPERIENCE ACQUISE FACE AU SOCIAL-IMPERIALISME

La ligne de conduite qui aboutit à la victoire de Phnom-Penh s'affirma non seulement dans la mobilisation et l'organisation du peuple face aux bombes US mais aussi dans la résistance à toutes les manœuvres étrangères, au premier rang desquelles celles du social-impérialisme soviétique. Comment oublier, en effet, que durant toute la résistance antiaméricaine, le peuple du Kampuchéa dut faire face aussi aux complots de l'URSS qui s'opposait déjà à sa volonté d'indépendance, Moscou s'acharnant à tenter de briser la ligne d'indépendance et de non-alignement du FUNK. Jusqu'à la fin de 1973, soit bien après la vague de bombardements US les plus intenses, Moscou refusa de reconnaître le GRUNK, le gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa — immédiatement constitué en résistance au coup d'État de mars 1970 — comme le seul gouvernement légal du Kampuchéa. Le 28 mars 1975, soit moins de trois semaines avant la libération de Phnom Penh par les forces armées populaires (les FAPLNK), Moscou maintenait encore ses relations «diplomatiques» avec les fantoches des impérialistes US, Lon Nol, Sirik Matak et consorts. Les sociaux-impérialistes soviétiques entendaient ainsi s'implanter au Kampuchéa en mettant sur pied une prétendue «troisième force» dont l'ossature devait être un «parti communiste» à la solde de Moscou. C'est aussi en affirmant une ligne de conduite autonome par rapport aux autres pays d'Indochine, tout en développant avec les peuples de ces pays d'étroites relations de solidarité face à l'ennemi commun, les États-Unis, que le parti communiste et le peuple du Kampuchéa, rejetant le projet déjà ancien de «fédération indochinoise» coiffée par Hanoï, menèrent à bien leur lutte pour remporter la victoire sur l'impérialisme US avec lequel, malgré les multiples pressions extérieures, ils refusèrent tous les compromis.

QUATRE ANS APRES

Au quatrième anniversaire de sa libération, Phnom Penh «gouvernée» par une administration fantoche de Hanoï, avec l'appui de Moscou, est aujourd'hui occupée par les troupes et les chars d'un Vietnam qui, en poursuivant ses propres visées hégémonistes régionales, est de plus en plus en Asie du Sud-Est, l'instrument de l'Union soviétique et de ses plans de domination mondiale. Quatre ans après la libération de Phnom Penh, on mesure ainsi l'évolution rapide de la situation internationale et la gravité de celle-ci. On mesure l'évolution qui s'est produite, du rapport des forces entre les deux superpuissances, et les conséquences tragiques pour l'évolution du Vietnam de la victoire d'une ligne révisionniste au sein du parti communiste de ce pays.

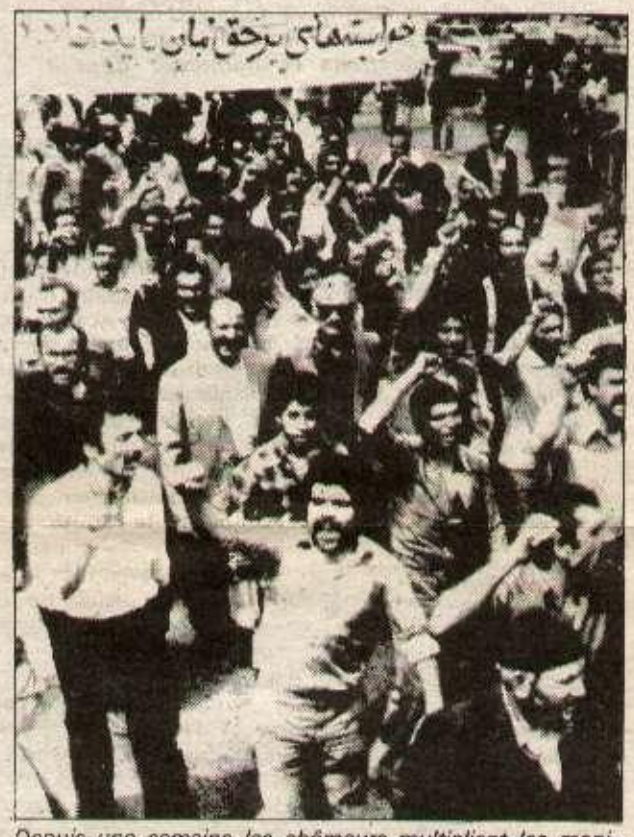
Mais, dans le cours de sa guerre de libération, puis dans l'immense effort entrepris ensuite pour édifier un Kampuchéa démocratique, indépendant et prospère, le peuple du Kampuchéa a acquis une riche expérience de lutte contre les deux superpuissances. Alors que l'appui massif du social-impérialisme soviétique à l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa aujourd'hui est la continuation des complots et des sabotages manigancés par Moscou avant la libération de ce pays, le Kampuchéa démocratique puisera dans son expérience de la guerre populaire et dans sa tradition de défense de l'indépendance, les ressources nécessaires pour résister à l'agression vietnamienne et soviétique, et en triompher. Les succès importants déjà remportés sur le terrain depuis janvier, contre les agresseurs, par le peuple du Kampuchéa, sont prometteurs quant au succès final de celui-ci ; ils sont une importante contribution à la lutte des peuples contre les ambitions des deux superpuissances, particulièrement aujourd'hui la superpuissance soviétique, et contribuent de ce fait à faire reculer les dangers d'un nouveau conflit mondial.

J.P. G.

IRAN

2 000 CHÔMEURS OCCUPENT LE MINISTERE DE LA JUSTICE

Depuis le 10 avril, 2 000 chômeurs occupent le Ministère de la Justice à Téhéran pour obtenir la création d'emplois et le versement d'indemnités aux travailleurs privés d'emploi. Auparavant les chômeurs ont organisé deux manifestations à Téhéran les 7 et 9 avril. Ils étaient 10 000 à Ispahan, le 7 avril, lorsque les *«comités Khomeiny»* ont tiré sur les manifestants faisant de nombreuses victimes d'après le journal iranien *«Peyghan Emrouz»*. Après toutes ces actions, les chômeurs ont enfin obtenu jeudi dernier de pouvoir faire entendre leurs revendications pendant quelques minutes à la télévision. D'autre part les élections en vue de former un conseil au Kurdistan, ont commencé depuis vendredi à Sanandadj. On annonce par ailleurs, que l'Assemblée Constituante pourrait être élue le 1er juin prochain et devrait se prononcer sur la Constitution, après qu'elle ait été soumise aux critiques du peuple.



Depuis une semaine les chômeurs multiplient les manifestations.

Après avoir mené une grève de la faim pendant 4 jours au Ministère du Travail, le 21 mars dernier, les chômeurs ont organisé plusieurs manifestations dans la capitale et en province. Ils occupent actuellement le Ministère de la Justice de Téhéran où ils sont encerclés par les miliciens des Comités Khomeiny. Ces derniers refusent d'entendre les revendications des chômeurs et invoquent une *«provocation communiste»*. D'après eux, il n'y a pas lieu de manifester, puisque *«l'Ayatollah et Bazargan ont dit qu'ils donneraient du travail à tous ceux qui le voudraient»*. S'il est vrai que le régime du Shah a, là encore, laissé un lourd passif derrière lui (certains annoncent le chiffre de 4 millions de chômeurs), le nouveau régime ne semble pas capable de s'attaquer de front au problème de l'emploi. Les chômeurs ne luttent pas seuls, ils ont reçu le soutien de plusieurs organisations politiques et des syndicats ouvriers. A la suite de la manifestation d'Ispahan où les chômeurs ont été durement réprimés, ils demandent l'arrestation et le jugement public des responsables de ces graves incidents qui auraient fait plusieurs morts. Ils demandent également la libération de tous les chômeurs arrêtés lors des manifestations, et avancent une revendication qui concerne tous les travailleurs : le respect du droit de réunion.

L'attitude des *«comités Khomeiny»* est d'autre part sérieusement critiquée par l'organisation des *«Moudjahidin du peuple»*. Deux membres de cette organisation auraient été arrêtés jeudi soir ; ces deux militants sont les fils de l'Ayatollah Taleghani, personnalité religieuse progressiste. Les *«Moudjahidin du peuple»* exigent du gouvernement qu'il *«adopte une fois pour toutes une attitude ferme vis-à-vis des exactions des comités et prenne les mesures nécessaires, faute de quoi il s'en chargera lui-même»*. La publication du projet de Constitution devrait avoir lieu avant le 20 avril, afin que celui-ci soit soumis à la discussion dans tout le pays avant le 1er juin prochain. La Constitution accorderait un certain degré d'autonomie aux régions.

Frank ROUSSEL

le quotidien du peuple

HAUSSE SUR PLUSIEURS PRODUITS ALIMENTAIRES

Les prix de plusieurs produits alimentaires viennent de connaître une hausse depuis une semaine. Le prix du porc (à la production) vient d'augmenter de 5,12 %, les premiers effets à la consommation commençant à se faire sentir. Le prix du lait est autorisé à augmenter de 11 centimes par litre. Ces hausses résultent des accords conclus entre les gouvernements de la CEE, en annexe de la mise sur pied du système monétaire européen.

Une récente manifestation de paysans normands pour le démantèlement des montants compensatoires

Pour comprendre les causes des récentes hausses de prix, il convient de rappeler brièvement que les prix (à la production) des produits agricoles sont fixés en commun par les gouvernements de la CEE, et révisés chaque année. Lors des négociations de fixation des prix agricoles, les gouvernements des pays de la CEE doivent constamment naviguer entre deux écueils : d'une part, s'efforcer de garantir un certain revenu à leurs agriculteurs, sous peine de se trouver confrontés à des réactions politiquement dangereuses pour eux ; d'autre part, éviter que la fixation de prix trop élevés à la production n'entraîne, par ses effets à la consommation, un mécontentement important des consommateurs, en particulier des travailleurs. Telle est la contradiction qui sous-tend les révisions annuelles des prix agricoles, qui se caractérisent toujours par de laborieuses tractations entre les gouvernements des Neuf, et dont les «marathons» agricoles sont l'expression la plus spectaculaire.

Un problème particulièrement épineux — et qui a retardé la mise en œuvre du système monétaire européen — est celui des montants compensatoires monétaires (MCM) qui pénalisent les exportations agricoles des pays à monnaie faible. Ce système a été instauré à la suite de la valse des monnaies, intervenue en 1969. Une hausse du mark ayant entraîné une baisse du prix garanti aux agriculteurs allemands (les prix agricoles communautaires étant exprimés en unités de compte, les agriculteurs allemands auraient touché, pour le même produit, moins de marks, puisque leur monnaie avait été réévaluée), le gouvernement allemand demanda et obtint la possibilité de verser une «compensation» aux agriculteurs allemands pour rattraper le manque à gagner. Ce système s'est institutionnalisé : lorsqu'une monnaie dévalue ou réévalue, on instaure des MCM (positifs ou négatifs) pour fixer les prix agricoles du pays concerné.

LES MANIFESTATIONS DES ELEVEURS DE PORC

Ce système a provoqué la colère des éleveurs de porc français : ceux-ci étaient pénalisés à l'exportation, cependant que les porcs hollandais étaient subventionnés à l'importation en France. D'où de nombreuses manifestations récentes des éleveurs. Suite à un accord conclu en annexe des accords sur le système monétaire européen, les montants compensatoires sur le porc sont supprimés depuis le 9 avril en ce qui concerne les porcs français. Conséquence immédiate : l'augmentation de 5,12 % du prix du porc à la production, et sa répercussion en partie sur les prix à la consommation, puisqu'il n'est évidemment pas question pour le gouvernement français de s'attaquer aux super-profits réalisés par les circuits de distribution.

Précisons toutefois que si le porc français n'est plus pénalisé à l'exportation, en revanche, le porc hollandais est toujours subventionné pour exporter en France. Le même type d'accord que pour le porc aboutit à une autorisation de hausse du prix du lait de 11 centimes par litre.

Signalons enfin que l'aiguillette et le faux-filet viennent de voir leurs prix libérés. Mais dans ce cas, il ne s'agit nullement d'une décision communautaire : il s'agit de la politique déjà bien entamée de libération des prix à la consommation. Pour cela, le gouvernement français a été capable de décider cette hausse tout seul.

F.N.

Tremblement de terre en Yougoslavie et en Albanie : plus de 200 morts

Dimanche matin, le sol yougoslave a tremblé. Le séisme a surpris les habitants pendant leur sommeil, de ce fait il y a de nombreuses victimes qui se sont retrouvées ensevelies sous les décombres des nombreuses habitations qui n'ont pu résister. Déjà plus de deux cents morts sont à dénombrer. Le séisme, de force sept sur l'échelle de Richter, avait son épicentre dans la mer Adriatique, et a touché une zone qui s'étend sur plus de 150 kilomètres le long de la côte, jusqu'aux frontières de l'Albanie. Les secousses ont été ressenties jusqu'en Autriche et en Italie.

La région la plus touchée est la côte de la région yougoslave du Montenegro, où plusieurs villages ont été rasés, les voies ferrées coupées, les routes sérieusement endommagées.

Les secours ont eu de grandes peines à être acheminés sur place, et ils s'emploient actuellement à dresser des tentes pour loger les nombreux sans abris.

Ce séisme est le plus fort qu'a connu la Yougoslavie, périodiquement touchée par de tels sinistres, depuis trente ans. En 1963 cependant un séisme d'intensité plus faible, dans la région de Skopje, avait fait un millier de morts.

• Chômage : + 20,9 % en un an

Mois après mois, les chiffres du ministère du Travail viennent confirmer ce dont tout le monde se rend compte : le chômage augmente. Corrigé des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emplois s'élevait en mars à 1 312 700, contre 1 284 800 en février, soit une augmentation de 2,2 %.

L'augmentation du nombre des chômeurs est encore plus effarante si on compare les chiffres sur un an. De mars 1978 à mars 1979, le nombre des demandeurs d'emplois a grimpé de 20,9 %.

Le ministère du Travail a même effectué le sinistre classement de l'augmentation du nombre des chômeurs suivant les régions.

(Taux de progression des demandes d'emploi depuis mars 1978, par région, en chiffres bruts)

1 - Haute - Normandie	+ 34,8 %
2 - Lorraine	+ 31,8 %
3 - Bourgogne	+ 31,7 %
4 - Nord-Pas-de-Calais	+ 31,2 %
5 - Basse-Normandie	+ 29,3 %
6 - Poitou-Charente	+ 27,5 %
7 - Franche-Comté	+ 27,1 %
8 - Corse	+ 26,8 %
9 - Champagne-Ardennes	+ 26,4 %
10 - Bretagne	+ 25,3 %
11 - Picardie	+ 25,3 %
12 - Auvergne	+ 24,1 %
13 - Limousin	+ 23,8 %
14 - Pays-de-la-Loire	+ 23,5 %
MOYENNE FRANCE ENTIERE : + 20,6 %	
(soit, après correction des variations saisonnières, 20,9 %)	
15 - Rhône-Alpes	+ 19,7 %
16 - Provence-Côte d'Azur	+ 17,8 %
17 - Languedoc-Roussillon	+ 17,2 %
18 - Aquitaine	+ 16,1 %
19 - Centre	+ 16 %
20 - Midi-Pyrénées	+ 14,9 %
21 - Ile-de-France	+ 11,9 %
22 - Alsace	+ 3,8 %

• Attaque palestinienne en Cisjordanie

Dimanche matin, un commando palestinien a été intercepté en Cisjordanie par une patrouille sioniste. Les quatre fedayin ont été tués. Les autorités sionistes ont immédiatement accusé la Jordanie de «complicité», et proféré des menaces d'intervention contre ce pays.

Au Liban, deux casques bleus français, dont le commandant en second du contingent français, le commandant Jamin, ont été tués vendredi soir alors qu'ils circulaient en jeep dans la montagne. On ignore qui sont les auteurs des coups de feu.

• Grève du personnel hôtelier de La Costa Del Sol

Dimanche, la police a interpellé 150 grévistes des hôtels et restaurants de la Costa del Sol. En riposte à la répression, le mouvement s'est durci. Depuis une semaine les personnels de l'hôtellerie de la Côte se heurtent à l'intransigeance de leurs patrons, qui ont décidé d'employer la manière forte. La grève est particulièrement suivie à Marbella, Estepona, Torremolinos et Fuengirola. De nombreux touristes ont quitté la région, au détriment du portefeuille des patrons hôteliers.

Achetez *Le Quotidien du Peuple*, tous les jours dans le même kiosque

PARALLELISME

Giscard skie. La télévision nous aura assommé tout le week-end de Pâques pour nous apprendre qu'il a un magnifique parallélisme des deux jambes. Moins doué, Rocard, s'est lui, cassé la jambe. Il fera sa réapparition dans trois ou quatre semaines, mais en béquilles, comme un autre prétendant à la présidence de la République.